

el-oumami

l'internationaliste -

organe du parti communiste international



PRIX EN FRANCE: 3F- ALGERIE: 2DA- MAROC: 2DH- TUNISIE: 200Mils

FEVRIER-MARS 1981 - N°14

ALGERIE



**Y EN A MARRE DES FAUSSES PROMESSES !
IL N'Y A RIEN A ATTENDRE D'EN HAUT !**

**C'EST PAR L'ACTION DE CLASSE QUE NOUS
ARRACHERONS NOS REVENDICATIONS !**

**C'EST DANS L'ACTION DE CLASSE QUE NOUS
PREPARERONS L'ISSUE REVOLUTIONNAIRE
A LA CRISE DU CAPITALISME !**

DANS CE NUMÉRO :

- Les partis "de gauche" et l'immigration; pour une mobilisation sur la question du logement.
- La guerre civile au Salvador; austérité et répression en Syrie.
- Après la libération de Ben Bel la; la situation des masses en Algérie; luttes sociales et perspectives révolutionnaires au Maroc; notes.
- Révolution ou "complot".
- Sur la "culture prolétarienne", la "révolution culturelle", la nécessité du parti après la prise du pouvoir, lutte économique et lutte politique.

**La bourgeoisie algérienne
a fait un grand tapage sur
la libération des otages
américains.**

**A QUAND LA LIBERATION
DE SES PROPRES OTAGES?**

(LIRE PAGE 7)



LETTRE D'ALGERIE

Alger le 27/11/80

Camarades,

(...) Répondant aux suggestions que j'ai émises au sujet du problème de la culture, vous avez considéré que je place la lutte culturelle en tant que "fin en soi". Personnellement je ne place pas ou ne prend pas la lutte culturelle comme une fin en soi car je considère, pour une consolidation progressive et efficace de la dictature du prolétariat, qu'il faut aussi accorder une grande importance au bon fonctionnement de la loi de la correspondance entre rapports sociaux et développement des forces productives. Il faut donc une bonne harmonie entre l'infrastructure et la superstructure ou bien entre l'économie et l'idéologique. Il ne doit y avoir dominance écrasante de l'un sur l'autre (comme le stalinisme ou le maoïsme). Cela revient à dire qu'il faut constamment résoudre la contradiction entre le niveau de développement des forces productives et les rapports de production. La révolution culturelle joue un rôle dans le processus continu de dépassement de cette situation de contradiction. Il est évident que dans la pratique le prolétaire prend conscience des problèmes et de la nécessité de la lutte directe avec tous ses aspects stratégiques et tactiques, mais la révolution culturelle doit l'aider à reconnaître le moment opportun, le type d'organisation adéquate ainsi que les facteurs permettant la consolidation de son pouvoir effectif. C'est ainsi que doit être la culture et ainsi qu'on pourra éliminer les éléments bourgeois desquels sont tirés les discours idéologiques réactionnaires et contre-révolutionnaires. D'autre part, il faut reconnaître que la culture bourgeoise actuellement mondialement dominante, avec celle contre-révolutionnaire de l'Est, ne sert qu'à escamoter les buts de la lutte et à cacher la réalité sociale et économique du dépossédé.

En ce qui concerne le Tiers-Monde, le problème est plus grave encore puisque la domination de la bourgeoisie locale s'ajoute à celle de l'impérialisme qui exerce ses influences culturelles grâce à son passé de puissance coloniale dans la région. L'alliance de fait pour le partage du gâteau de l'exploitation accrue de la majorité entre la bourgeoisie locale et les puissances dominantes perpétue l'aliénation (que Marx considère comme un danger permanent pour le processus d'émancipation du prolétaire) et crée de nouvelles conditions par son renforcement de développement.

Dans le cadre de la révolution ininterrompue par étapes, il est indispensable de promouvoir une culture prolétarienne dans chaque pays (ce qui est possible en Algérie concrètement) afin de faire apparaître et d'ajuster les contradictions inhérentes au système de l'accumulation dépendante de la bourgeoisie (faire approcher le réel, contribuer à son expression et le lier au possible). Le capitalisme se charge seulement du développement des forces productives en tout cas. D'ailleurs dans le dossier culturel élaboré pendant l'été à Yakouren, le problème du lien entre la culture et la révolution a été défini ainsi que celui entre les luttes économiques et socio-culturelles, nécessaire à la réussite de la transition vers le socialisme qui va faire l'objet d'étape objective de la marche vers le communisme.

En ce qui concerne enfin votre article théorique concernant le parti révolutionnaire (n° de mai), vous avez parlé de la nécessaire centralisation de la révolution au sein du parti. Le parti est composé d'éléments avancés du prolétariat. Or, Marx et Engels affirment que la pratique révolutionnaire est la seule école valable à la formation objective et concrète de la conscience politique de classe. La fraction du parti (que vous appe-

lez avant-garde) joue un rôle à mon avis donc au début de la lutte c'est-à-dire avant l'insurrection. Dès que le déclenchement de la lutte est réalisé, le parti en tant que dirigeant exclusif centralisateur n'a plus le droit d'être. La prise en charge de la lutte sera par les prolétaires qui s'exprimeront sur les actions et stratégies quotidiennes. Cependant, des comités organisationnels et de coordination seront mis sur pied mais en tant qu'exécuteurs seulement.

Tout le monde sait que l'Etat prolétarien et le parti au pouvoir n'ont leur raison d'être dans la courte période qui suit la victoire militaire du prolétaire, que dans le sens de l'organisation de la répression contre les soubresauts bourgeois. Après le dépérissement de l'Etat avec ses appareils est indispensable comme l'affirment Marx et Engels; car l'Etat par définition est l'expression de la domination d'une classe sur une autre. D'autre part la persistance, et le cas échéant son renforcement, permet la réintroduction de la bourgeoisie qui s'exprime par la voix de la technocratie et de la bureaucratie. Le parti donc, quelles que soient ses intentions du départ, est appelé à s'ériger en classe homogène dominante ayant des intérêts contradictoires avec la classe dépossédée.

Voilà, je pense avoir cerné le problème dans certains de ses aspects. J'espère que si je fais fausse route vous allez, camarades, m'éclairer. (...)

Salutations Communistes.

Un lecteur d'Alger

LIRE NOTRE RÉPONSE ET LA SUITE DE LA CORRESPONDANCE EN PAGE 16 ET SUIVANTES.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

FRANCE - EUROPE : PLI OUVERT	18FF
PLI FERMÉ	30FF
MAROC - ALGÉRIE - TUNISIE : ÉQUIVALENT DE	30FF
EN COUPONS-RÉPONSE INTERNATIONAUX.	

Supplément au Prolétaire n°330
Imprimerie - Minographié

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

Edition Programme
20 rue Jean Bouton
75012 PARIS

Directeur de publication : Soro.

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : LA REVENDICATION DE LA LIGNE QUI VA DE MARX A LENINE, A LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE ET DU PARTI COMMUNISTE D'ITALIE (LIVOURNE, 1921); LA LUTTE DE LA GAUCHE COMMUNISTE CONTRE LA DEGENERESCENCE DE L'INTERNATIONALE, CONTRE LA THEORIE DU "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS" ET LA CONTRE-REVOLUTION STALINNIENNE; LE REFUS DES FRONTS POPULAIRES ET DES BLOCS DE LA RESISTANCE; LA TACHE DIFFICILE DE RESTAURATION DE LA DOCTRINE ET DE L'ORGANISATION REVOLUTIONNAIRES, EN LIAISON AVEC LA CLASSE OUVRIERE, CONTRE LA POLITIQUE PERSONNELLE ET ELECTORALISTE.

C'est par l'action de classe que nous arracherons nos revendications !

Deux années se sont écoulées depuis que, au lendemain de la mort de Boumediène, la bourgeoisie a fait semblant de tourner une page dans l'histoire politique de l'Algérie indépendante. Aux déclarations triomphalistes, se sont succédés les "bilans" dans tous les domaines. Cela n'a pas empêché bien sûr les promesses démagogiques de suivre leur libre cours.

Les partisans d'un changement sans douleur, par le sommet, qui n'ont pas hésité à se précipiter aux pieds de leurs maîtres sous prétexte de leur demander de "démocratiser" le régime en ont été pour leurs frais. Pour les masses, la réalité reste inchangée.

LES PENURIES ET LA VIE CHÈRE qui sont toujours un spectacle quotidien ne cessent pas de tourmenter la vie déjà précaire des masses travailleuses;

LES SALAIRES n'augmentent après des luttes vigoureuses que de façon insignifiante au regard de la hausse vertigineuse du coût de la vie;

LA CRISE DE L'AGRICULTURE n'a jamais été aussi flagrante, témoignant ainsi de la faillite de la soi-disant "révolution agraire" lancée à grand fracas publicitaire. Les conséquences pour les masses sont dramatiques : paupérisation croissante dans les campagnes, exode rural, ravitaillement de plus en plus incertain dans les villes;

L'INDUSTRIALISATION par laquelle la bourgeoisie prétendait absorber LE CHOMAGE ET LE SOUS-EMPLOI chroniques et assurer une mythique "indépendance économique" est remise en cause par les cercles dirigeants eux-mêmes : gouffre pour les recettes pétrolières, cette industrialisation capitaliste, non seulement n'a pas permis de vaincre le chômage mais elle s'est avérée aussi le meilleur moyen d'asseoir la DÉPENDANCE de la bourgeoisie algérienne vis-à-vis des métropoles impérialistes sur les plans financier, technologique et commercial;

LA "DÉMOCRATISATION" DE L'ENSEIGNEMENT tant chantée par les bourgeois n'a pas empêché la mise en place d'un système sélectif qui, comme dans toute société bourgeoise, obéit à des critères de classe, d'orientation et d'efficacité capitalistes qui jettent à la rue des dizaines de milliers de jeunes livrés à eux-mêmes dans l'attente d'un hypothétique emploi;

LA REPRESSION SYSTEMATIQUE qui frappe les ouvriers en grève, les jeunes en lutte et tous ceux qui se hasardent à se prononcer ouvertement contre le régime en place, demeure le lot quotidien des masses travailleuses et exploitées;

DES MILITANTS SONT ARRÊTÉS, TORTURÉS ET CONDAMNÉS à des années de cachot pour délit d'opinion et d'expression dans le silence le plus complet par une justice expéditive qui a fait siennes les règles du jeu héritées de la triste époque coloniale;

A TIZI OUZOU, en intervenant féroce contre les ouvriers de la Sonelec, les travailleurs hospitaliers et les jeunes en lutte (viols, massacres, etc), les CMS n'ont fait que lever le masque d'un Etat qui ose se prétendre au service du "peuple".



Pourtant ce tableau n'est pas aussi noir que se l'imaginent certains. Une lueur d'espoir : LA LUTTE DE CLASSE. Oui. Un certain calme a suivi la période qui a vu les grèves, les manifestations et les émeutes du printemps dernier. Ce n'était qu'un répit. Des grèves ouvrières sporadiques n'ont jamais cessé ici et là. Cependant, ces derniers mois ont témoigné d'un nouveau souffle. La grève et surtout L'ORGANISATION EN DEHORS DES STRUCTURES DE L'UGTA ET DE LA GSE des ouvriers de la Sonacome de Rouiba en est un

indice révélateur. Les ouvriers du pétrole et les travailleurs de la compagnie Air-Algérie ont suivi et se sont mis à leur tour en mouvement POUR LEURS REVENDICATIONS.

En effet, sur le terrain du capitalisme, mode de production basé sur l'exploitation et les antagonismes d'intérêts entre exploitants et exploités, IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION POUR LES TRAVAILLEURS QUE LA LUTTE DE CLASSE. Il n'y a pas d'autre solution pour la bourgeoisie que la REPRESSION surtout quand la démagogie s'avère de moins en moins payante. LES REVENDICATIONS ne peuvent donc être arrachées par les travailleurs que sur le terrain d'UN RAPPORT DE FORCES. C'est pourquoi, il ne suffit pas aux travailleurs d'agiter des revendications justes pour les voir satisfaites. Il faut que les travailleurs fassent preuve d'une FORCE suffisante pour que la bourgeoisie recule et cède à leurs revendications. Cette force, les travailleurs l'acquièrent EN METTANT A PROFIT LEUR NOMBRE, EN S'UNISSANT ET EN S'ORGANISANT sur le terrain de la défense intransigeante de leurs revendications.

Les grèves des derniers mois, notamment celle de la Sonacome, ont montré que l'Etat bourgeois n'hésite pas à emprisonner et à torturer des ouvriers dont le seul crime est de s'être organisés et de s'être battus pour leurs revendications et contre l'exploitation. Quelle conclusion devons-nous en tirer ? LA LUTTE CONTRE LA REPRESSION BOURGEOISE EST INSEPARABLE DE LA LUTTE POUR ARRACHER NOS REVENDICATIONS. L'expérience quotidienne enseignera cela aux travailleurs les moins avertis.

Lutter dans les limites des lois actuellement en vigueur en Algérie, c'est impossible. La grève est interdite dans le secteur public et pourtant les ouvriers de ce secteur n'ont pas d'autre solution pour arracher leurs revendications que de faire grève. Le plus en plus, les restrictions imposées par la bourgeoisie aux libertés de grève, d'expression, de réunion et d'organisation apparaîtront pour les masses comme un obstacle à la lutte la plus immédiate pour les objectifs les plus élémentaires.

LES TRAVAILLEURS D'AVANT-GARDE et tous ceux qui veulent se mettre au service de la lutte de classe prolétarienne ont pour devoir d'agiter toutes les revendications politiques immédiates et d'impulser l'organisation autonome des masses autour de ces revendications qui sont autant de besoins de la lutte de défense prolétarienne.

LES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES seront en première ligne dans toutes les luttes suscitées par le besoin des masses, pour les revendications des masses : salaire, temps de travail, logement, transport, etc, car non seulement c'est PAR L'ACTION DE CLASSE que les travailleurs arracheront leurs revendications, mais c'est aussi DANS CETTE ACTION DE CLASSE que le prolétariat forgera la force indispensable pour sa lutte émancipatrice. Les communistes internationalistes agitent constamment le besoin urgent de la lutte contre la répression bourgeoise et pour les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement ouvrier, dans la perspective révolutionnaire du communisme qui en finira à jamais avec la société bourgeoise fondée sur la misère et l'oppression.

GUERRE A L'AUSTERITE ET A LA REPRESSION
BOURGEOISE !
NON A LA "BATAILLE DE LA PRODUCTION" !
OUI A L'ACTION DE CLASSE POUR LES
REVENDICATIONS DES TRAVAILLEURS !

Pour une mobilisation sur la question du logement

APRÈS L'EXPULSION DE 104 RÉSIDENTS DU FOYER ROMAIN ROLLAND DE SAINT-DENIS PAR LA SONACOTRA, ET L'AGRESSION DE LA MUNICIPALITÉ PCF CONTRE UNE DÉLÉGATION DE RÉSIDENTS VENUS RÉCLAMER UN HÉBERGEMENT POUR CONTINUER LEUR LUTTE, UN RASSEMBLEMENT A EU LIEU LE 7 FÉVRIER, PLACE DU COLONEL FABIEN, À L'APPEL DU COMITÉ DE RÉSIDENTS DE SAINT-DENIS, POUR DÉNONCER LA POLITIQUE RACISTE ET ANTI OUVRIÈRE DU PCF, ET POUR DÉMONTRER LA VOLONTÉ DES TRAVAILLEURS DE FAIRE FACE À LA DIVISION SEMÉE DANS LES RANGS DE LA CLASSE OUVRIÈRE.

Alors que dans de nombreux foyers, les problèmes qui se posent poussent les résidents à se remobiliser et à se mettre en grève des loyers, alors que dans plusieurs cités ouvrières, comme les 4000 de la Courneuve, de nombreuses familles font déjà effectivement la grève des augmentations de loyer depuis des mois, le rassemblement du 7 février, à la base duquel se trouve la lutte d'un groupe de travailleurs combattifs qui appelle, de manière intransigeante, au *logement pour tous là où chacun le désire* n'a pu réunir que 200 personnes environ.

Comment expliquer ce décalage entre les besoins de la lutte ouvrière contre les expulsions et pour le relogement, et les faibles proportions qui prennent dans la réalité la mobilisation ouvrière autour d'objectifs justes, répondant aux besoins des travailleurs ? Il faut faire tout d'abord la part de la dévalorisation qui, dans les foyers, a suivi la défaite très dure de la grève, sans qu'un bilan clair en ait été fait, qui permette d'en tirer des éléments de force pour l'avenir. Il sera sans aucun doute long et difficile de surmonter le reflux actuel, qui est d'ailleurs lié à la situation générale de la classe ouvrière et, entre autres, de l'immigration. Mais ces considérations ne suppriment pas le fait que l'isolement dans lequel se trouvent les travailleurs immigrés combattifs incombe avant tout aux grands partis social-impérialistes (PCF-PS) et aux centrales syndicales à leur botte (CGT-CFDT).

Les saboteurs en second sont les organisations qui "suivent" les partis et directions syndicales réformistes. Dès que les résidents se sont mis en mouvement pour dénoncer le PCF pour ce qu'il est, c'est-à-dire un parti ouvrier en paroles, mais anti-ouvrier et raciste dans les faits, les organisations de l'extrême-gauche (LCR, OCI, PCR, PCml, etc) qui composaient le Comité de Vigilance de Saint-Denis les ont laissés tomber ouvertement sous prétexte que ceux-ci se montraient trop "sectaires" en s'attaquant ainsi au PCF.

Les organisations "autonomes" de l'immigration qui ont leur

nid à la MTI (Maison de Travailleurs Immigrés) n'ont rien fait pour le rassemblement du 7 février, alors qu'elles avaient fait semblant d'assister aux premières réunions organisées par les résidents de Saint-Denis pour le préparer. Le jour du rassemblement, les éléments de la MTI sont venus ... diffuser leur propre tract appelant à une "journée Maghreb", qui coïncide avec la date choisie par les résidents de Saint-Denis - 28 février - pour organiser leur Meeting à la Mutualité ! Quand les résidents ont demandé aux éléments de la MTI pourquoi ils avaient choisi cette date du 28 février pour leur journée Maghreb, la réponse d'un de ces "représentants" de l'immigration a été : "Écoutez, si on doit tenir compte de toutes les manifestations qu'il y a à Paris, on n'en finira jamais !". Assurément...

Et il n'y a pas que les forces de l'"extrême-gauche" officielle et de la MTI qui ont déserté le terrain de la lutte élémentaire contre les expulsions. Sous des prétextes divers, plusieurs groupes qui viennent de la matrice maoïste ont fait de même (*En Avant Proletaires, Eugène Varlin, Union Proletarienne*), sans parler de l'UCFml, qui a refusé d'y participer sous prétexte que les résidents n'avaient pas de plate-forme politique et appelait le même jour à un meeting sur l'immigration à des kilomètres de là ...

Ceci pour les saboteurs. Mais dans le Regroupement constitué par d'anciens délégués du Comité de Coordination et d'anciens membres des Comités de soutien, il s'est manifesté aussi une position qui refusait un appui officiel à l'initiative des résidents de Saint-Denis. Cette attitude ne nous paraît pas juste. Quelles que soient les divergences sur la conduite de la lutte que nous pouvons avoir avec les camarades de Saint-Denis - et nous ne les avons jamais cachées ni à eux ni à l'ensemble des travailleurs -, force est de reconnaître qu'il s'agit d'un groupe de travailleurs combattifs qui refuse de se laisser faire, et qui a toujours appelé à la solidarité ouvrière même s'il n'arrive pas toujours à trouver les moyens pour concrétiser cet appel à la solidarité et pour en prépa-

rer les conditions. La solidarité ouvrière ne se marchande pas. Le Regroupement a seulement appelé ses membres à participer individuellement à la solidarité avec les résidents de Saint-Denis, ce qui est nettement insuffisant : une des raisons d'être de ce Regroupement, c'est précisément de chercher à faire la jonction avec les foyers en lutte, à travailler dans le sens de la concrétisation de la solidarité ouvrière.

Certes, les camarades du Comité de résidents de Saint-Denis n'ont peut-être pas fait tout ce qu'ils pouvaient faire. On ne peut se contenter de dire, en parlant des autres foyers : "On veut que les camarades s'organisent eux-mêmes. On appelle même à la grève des loyers. Mais ce n'est pas à nous de diriger. S'il y a des frères qui pensent comme nous, à ce moment là on se retrouvera...". Il ne s'agit pas seulement de lancer des revendications justes, il faut voir si elles correspondent à la réalité, il faut aller voir les résidents des autres foyers. Il ne faut pas hésiter à diriger la préparation de la lutte si le besoin s'en fait sentir : c'est le cas aujourd'hui où de nombreux travailleurs ressentent les problèmes qu'ils affrontent mais hésitent soit par peur, soit par démoralisation, soit à cause de l'absence d'une direction qui sache transformer le mécontentement et la colère en volonté d'action.

La réunion de bilan du rassemblement du 7 février a permis aux résidents et aux camarades qui sont disposés à travailler avec eux de dégager des perspectives qui partent des besoins réels exprimés par les travailleurs expulsés et qui tiennent compte de la situation actuelle et donc des efforts à déployer pour arriver à concrétiser sur le terrain une mobilisation et une solidarité ouvrières contre les expulsions et pour le relogement, en faisant notamment la jonction entre les foyers et les cités ouvrières.

C'est sur cette voie qu'il faudra effectivement avancer : prises de contacts directes avec les familles ouvrières, établissement de liaisons entre les groupes de travailleurs qui se préparent à riposter aux attaques de la bourgeoisie sur le terrain du logement, etc. C'est seulement par un travail patient à la base en direction des prolétaires, en agitant le besoin de la solidarité entre les exploités et en partant des revendications effectivement ressenties par les travailleurs, qu'on

(suite p.5)

les partis de "gauche" et l'immigration

APRÈS L'INTERVENTION SAUVAGE D'UN COMMANDO DU PCF AU FOYER ADEF DE VITRY À COUPS DE BULLDOZER POUR RENVOYER TROIS CENTS TRAVAILLEURS MALIENS DE "SA" COMMUNE, ET AVEC LA BÉNÉDICTION DES ÉLUS DU PS QUI SE SONT PRONONCÉS POUR LE DÉPART DE CES TRAVAILLEURS, IL EST INTÉRESSANT DE VOIR CE QUE DISENT CES DEUX PARTIS, QUI SE RÉCLAMENT DE LA CLASSE OUVRIÈRE, DU "SOCIALISME" ET DU "COMMUNISME", À PROPOS DES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS. C'EST CE QUE NOUS NOUS PROPOSONS DE VOIR DANS CET ARTICLE POUR MONTRER LA NATURE SOCIAL-IMPÉRIALISTE DE CES DEUX PARTIS.

Quelle attitude peuvent avoir ces partis lorsqu'hier ils avaient trahi les masses algériennes au profit des intérêts de l'impérialisme français et que récemment ils ont tout fait pour saboter la courageuse lutte des foyers qui a duré plus de 5 ans? Quelle attitude peut-on avoir face aux travailleurs immigrés, et à travers eux face à toute la classe ouvrière, quand on a délibérément choisi son camp depuis des années et des années, le camp de l'"intérêt national" c'est-à-dire de l'impérialisme français?

LE PC ET LE PS POUR LE CONTRÔLE DE L'IMMIGRATION

Le PCF a le "mérite" d'être clair et net sur cette question: il est pour un contrôle efficace de l'immigration. Pour ce faire, l'ONI (Office National de l'Immigration) doit être l'organisateur et le centralisateur des flux migratoires: "Afin d'éviter l'immigration clandestine, l'Office (ONI) doit s'attacher à contrôler que tout recrutement de travailleurs immigrés s'effectue par ses soins sur la base de contrats de travail préalables à l'introduction en France des intéressés." (1). Et quel sera le critère de ce recrutement? Les besoins de l'économie française, répond le PC: "L'Agence nationale de l'emploi, en étroite collaboration avec l'ONI définira les besoins en matière de main-d'œuvre étrangère." (1) Le PC parle exactement comme un patron: on recrute les travailleurs dont on a besoin pour faire tourner les machines, les autres qu'ils crévent!

Bien qu'il soit plus démagogue, vieille habitude des politiciens véreux, le PS se prononce aussi pour le contrôle de l'immigration: "Les perspectives de la situation de l'emploi (...) interdisent d'envisager, à court

comme à moyen terme, des flux d'immigration permanente de quelque importance en dehors des flux saisonniers ou de mouvements temporaires qui relèvent de solutions juridiques spécifiques." (2) Voilà qui est clair: les saisonniers, qui n'ont en général aucun droit et qu'on appelle quand on a besoin d'eux, on en veut bien; mais les autres non, qu'ils restent chez eux on n'en a plus besoin!

Mais pourquoi ces deux partis sont-ils pour ce contrôle strict? Il suffit de lire ce qu'ils disent eux-mêmes. Pour le PC "ce serait là non seulement un devoir de solidarité humaine (!), conforme aux réelles traditions de liberté et d'hospitalité (!!) de notre peuple, mais aussi de l'intérêt des travailleurs français, l'intérêt national. (...) Il en va des intérêts de la France." (1) Ce parti qui se dit "communiste" est donc pour la division de la classe ouvrière entre français et immigrés. C'est cela être le larbin de la bourgeoisie, son agent dans les rangs du prolétariat.

Le PS a la même attitude de division de la classe. Voilà ce que disent ces faux socialistes à travers la "commission des affaires culturelles, familiales et sociales" de l'Assemblée dans un "Avis" en 1979: "La commission (...) souhaite voir des mesures prises en faveur de cette substitution (des travailleurs français aux travailleurs immigrés) avant tout départ massif des travailleurs étrangers." Le PS veut donc s'assurer que les travailleurs immigrés renvoyés soient bien remplacés; efficacité capitaliste oblige! C'est de la même façon que le pouvoir de Giscard, que le PC et le PS voient comment on peut et on doit contrôler l'immigration: traiter avec les pays "exportateurs" de main-d'œuvre sur la quantité de travailleurs étrangers qu'il faut, tout comme on traite sur l'importation de n'importe quelle marchandise.

Le PC: "C'est pourquoi le Parti Communiste Français A DEMANDE L'ARRÊT DE L'IMMIGRATION (souligné par nous). Il s'est prononcé de longue date - ils le

disent eux-mêmes - pour le contrôle démocratique (sic) des mouvements et des conditions de l'immigration dans le cadre d'accords bilatéraux avec chaque Etat exportateur de main-d'œuvre." (3)

Le PS, idem: La commission "invite le gouvernement à poursuivre son effort diplomatique de manière à conclure les accords bilatéraux qui permettront de donner à cette politique (de "coopération") toute son ampleur." (4)

Autrement dit, le PC et le PS ont eux-mêmes suggéré... les lois racistes de Stoléru et les accords anti-prolétariens signés récemment entre la France et l'Algérie.

LE PC, OUVERTEMENT CHAUVIN ET ANTI-OUVRIER, LE PS AUSSI MAIS PLUS HYPOCRITEMENT

Après avoir vu que PC et PS sont pour le contrôle de l'immigration, voyons leur attitude de tous les jours vis-à-vis des travailleurs immigrés.

Pour le PC "les maires des communes à forte concentration d'immigrés devront avoir toutes les informations concernant éventuellement le logement d'immigrés de façon à ce qu'il soit décent et pour éviter - on évite les conséquences, on ne s'attaque pas aux causes - le développement de ghettos insalubres et contraires aux intérêts des immigrés et de la population locale." (1) Pour le lecteur naïf ce la pourrait sembler normal, voire "juste"; il lui suffira de lire juste quelques lignes plus bas: "Dans les départements, les préfets devront soumettre à la discussion des conseils généraux et locaux un plan et des moyens de relogement qui permettraient à la fois d'accueillir et de répartir équitablement - comme la peste! - les travailleurs et les familles immigrés dans les différentes communes." (1)

Lorsque donc le PC parle de "droit au logement sans distinction avec les travailleurs français" pour les travailleurs immigrés, il ne fait que débiter des mensonges grossiers comme en témoigne l'épisode de Vitry. Il est important de remarquer ici que le racisme du PC renvoie sur tout à son caractère social-impérialiste et anti-ouvrier, la preuve: "Ne pourront être expulsés les étrangers (...) ayant par leurs travaux littéraires, artistiques ou scientifiques, rendu à la France des services éminents." (1) On expulse les prolétaires pas les bourgeois et leurs serviteurs!

(suite de la p.4)

arrivera à construire le rapport de forces dont toute la classe ouvrière a besoin pour riposter efficacement à l'offensive capitaliste.

(suite p.13)

Les ouvriers du C.V.I de Rouiba montrent la voie !

Le lock-out imposé par l'Etat bourgeois en Algérie sur toute information de nature à encourager les luttes ouvrières et la révolte sociale est loin de faciliter le travail des militants qui veulent populariser les luttes, profiter de leurs enseignements et en faire part à tous ceux qui veulent se battre contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Il en va ainsi d'une formidable grève qui s'est déroulée au Complexe de Véhicules Industriels (C.V.I. Sonacome) de Rouiba qui emploie 9.000 ouvriers, il y a six mois lors du Congrès extraordinaire du FLN. C'était une grève déclenchée à partir de considérations économiques - contre un retard de paiement des salaires - mais qui n'avait pas moins une grande signification politique.

D'abord, en déclenchant leur grève le jour même de l'ouverture du Congrès extraordinaire du FLN, les 9.000 ouvriers du C.V.I. de Rouiba entendaient faire pression directement sur le gouvernement soucieux de faire passer le Congrès dans une atmosphère "fraternelle". N'oublions pas que ce Congrès se déroulait cyniquement sous le signe "pour une vie meilleure" au moment où les ouvriers du C.V.I. de Rouiba n'ont même pas reçu leurs salaires !

Ensuite, la répression féroce qui s'est abattue sur les ouvriers en grève (arrestations d'ouvriers combattifs, intimidations de toutes sortes, licenciements etc.) a montré clairement que l'Etat bourgeois ne lésinait sur aucun moyen pour venir à bout des luttes ouvrières surtout quand celles-ci montrent une tendance même embryonnaire à l'organisation indépendante en dehors

de l'influence de la bureaucratie syndicale U.G.T.A.

En effet, les ouvriers du CVI ont élu à main levée au cours de la lutte, atelier par atelier, 120 délégués qui devaient les représenter *directement* auprès de la direction et auprès de l'A.T.U (Assemblée des Travailleurs de l'Unité), structure corporatiste, institutionnalisant la collaboration de classes dans le cadre de la gestion "socialiste" des entreprises (G.S.E.). Notons que cette structure qui approuve les licenciements d'ouvriers est dis créditée aux yeux des travailleurs au point que ces derniers sont allés négocier auprès de cette structure comme étant partie intégrante des rouages administratifs de l'entreprise. Et pour cause !

Les 120 délégués n'ont pas seulement été élus par les ouvriers pour la conduite de la grève mais aussi pour représenter les travailleurs *en permanence*, défendre leurs intérêts et préparer les luttes futures. Un délégué de l'U.G.T.A. n'a pas pu s'empêcher de lâcher : "*mais... il s'agit d'un autre syndicat...*". Voilà pourquoi l'Etat bourgeois a tapé violemment. Que les ouvriers combattifs ne soient pas intimidés par les coups de l'adversaire. Au contraire, c'est une preuve *a-contrario* qu'ils ont raison de s'organiser de façon autonome, qu'ils sont sur la bonne voie, que c'est là un exemple pour l'ensemble des travailleurs !

Contre les opportunistes et les centristes qui appellent à la "démocratie syndicale", les ouvriers du C.V.I. de Rouiba montrent concrètement la voie à suivre : *L'organisation des travailleurs indépendamment des structures officielles de l'U.G.T.A. et*

de la G.S.E. sur la base de la défense intransigeante des revendications des travailleurs. Dans ce but, nous appelons les ouvriers combattifs à travailler aussi à l'intérieur des structures officielles existantes, tant que la masse des travailleurs ne les a pas complètement désertées, non pas pour les conquérir ou pour les démocratiser, mais pour ne pas perdre le contact avec les larges masses ouvrières, pour arracher celles-ci à l'influence de la bureaucratie syndicale sur le terrain pratique et pour établir clandestinement au début - un réseau organisationnel constitué sur la base de l'adhésion d'ouvriers syndiqués, ou non, aux principes du syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme qui défend les intérêts de la classe ouvrière et constitue le terrain naturel où se rassemble et s'entraînent les masses prolétariennes pour les batailles qui les attendent demain en vue d'en finir avec le capitalisme.

LIBERTE DE CIRCULATION POUR LES FEMMES !

Une information vient de nous parvenir faisant état d'un rassemblement de plusieurs centaines de femmes devant le Ministère de l'Intérieur à Alger pour protester contre la décision gouvernementale interdisant la sortie du territoire aux femmes, âgées de moins de 40 ans et non accompagnées par un parent direct. Les communistes internationalistes dénoncent l'hypocrisie, et le cynisme de la bourgeoisie algérienne qui ose prétendre lutter ainsi contre la prostitution au moment où la paupérisation, dans laquelle son système plonge les masses exploitées pousse une grande partie de celles-ci à survivre d'expédients de toutes sortes.

L'interdiction aux jeunes femmes de sortir librement est un nouvel épisode de la répression bourgeoise en Algérie. Il est d'autant plus odieux que la bourgeoisie s'en serve pour diviser les masses, pour détourner l'attention des travailleurs de leurs problèmes quotidiens, pour cacher que la prostitution trouve ses racines principalement dans la misère des masses, pour trouver une justification hypocrite à l'oppression et aux discriminations qu'elle fait peser sur les femmes.

Les communistes internationalistes appellent tous les travailleurs conscients à ne pas laisser faire l'Etat bourgeois, à lutter pour la liberté de circulation pour les femmes ! *contre la tutelle parentale et maritale ! pour l'égalité totale des droits pour les femmes !*

LA BOURGEOISIE RESTRUCTURE LE FLN

Lors de sa 4ème session ordinaire tenue du 29 au 31 décembre 1980, le Comité Central du FLN a adopté une série de mesures allant dans le sens d'une restructuration du FLN. C'est Chadli en personne qui a pratiquement désigné les 31 secrétaires de mouhafadhates (fédérations) qui présideront dorénavant des "conseils de coordination" chargés de veiller à l'application des directives gouvernementales.

Le Comité Central a également décidé d'appliquer l'article 120 des statuts du FLN qui fait obligation aux cadres des "organisations de masse" d'avoir leur carte du FLN. Les staliniens du PAGS qui ne se gênent pas pour prendre des responsabilités dans les appareils bureaucratiques des soi-disant "organisations de masse" seront devant ce dilemme : ou abandonner leurs postes de responsabilité ou adhérer au FLN. On devine facilement le choix qu'ils feront, si attachés qu'ils sont au "dialogue social" et à la collaboration de classes qui passent évidemment par leur incorporation dans les appareils qui ont pour rôle d'embrigader les masses.

La bourgeoisie fait des efforts pour restructurer sa "milice politique" dans le but de mieux contrôler le mouvement social qui échappe jusqu'ici au FLN. Et les travailleurs à qui la bourgeoisie interdit toute liberté d'expression et d'organisation autonomes ? Les ouvriers et les jeunes combattifs qui n'ont pas attendu pour relever le défi de la bourgeoisie, en s'organisant indépendamment de l'Etat et du FLN ont déjà donné la réponse qu'il faut, même si la plupart des comités existants travaillent encore à l'ombre et dans la clandestinité. C'EST SUR CETTE VOIE QU'IL FAUT CONTINUER, EN RENFORCANT, EN GENERALISANT ET EN COORDONNANT TOUTES LES TENTATIVES SAINES D'ORGANISATION SUR LA BASE DES REVENDICATIONS LEGITIMES DES TRAVAILLEURS, DES FEMMES ET DES JEUNES !

LIBEREZ BENKHALLAT ET SES CAMARADES!

La bourgeoisie algérienne qui a joué le rôle d'intermédiaire entre les Etats-Unis et l'Iran dans la question des otages de l'ambassade américaine à Téhéran, n'a pas hésité à travers ses mass-média à faire l'éloge de la sagesse dont aurait fait preuve sa diplomatie après la libération des otages américains. A entendre nos bourgeois, le motif de leur action était purement "humanitaire". La presse aux ordres n'a jamais, en effet, raté une occasion pour parler des prisonniers politiques et destor tures au Maroc, en Egypte, en Irlande, bref, partout ailleurs, sauf... en Algérie !

L'hypocrisie de la bourgeoisie algérienne est d'autant plus révoltante qu'elle n'hésite pas à faire passer son régime pour l'un des plus "progressiste" dans le "Tiers-Monde". Les textes classiques du marxisme ne sont-ils pas en vente libre sur le marché, ... à l'exception, bien-sûr de ceux qui risquent d'être utilisés sans doute par la "réaction interne", comme "l'Etat et la révolution" et "Que faire" de Lénine...

L'ennuyeux pour la bourgeoisie c'est que le nombre de ceux

qui font -volontairement ou involontairement- le jeu de l'impérialisme et de la réaction comme se plait à le répéter la presse aux ordres, ne cesse d'augmenter de jour en jour. Des ouvriers sont emprisonnés et torturés pour délit de grève et d'organisation comme à la S.N.I.C. à Boumerdès, à la Sonacome, à l'hôpital de Constantine et de Tizi-Ouzou etc. Nous ne parlerons pas des agressions des "Baâthistes" et des "frères musulmans" qui sont au demeurant encouragés par la bourgeoisie.

C'est pourquoi la condamnation de 5 militants et contacts de notre organisation par le Tribunal Militaire de Blida, le 27 décembre 1980 à des peines allant de 3 à 10 ans de prison, n'est qu'un épisode de la répression systématique qu'affrontent quotidiennement les masses en Algérie. Pour cacher le fait qu'il s'agit d'une condamnation pour délit d'opinion et d'expression, la bourgeoisie a osé accuser nos camarades et contacts d'"atteinte à la sûreté de l'Etat" et "Complot". Si ces camarades n'étaient pas détenus depuis novembre 1978, s'ils n'avaient pas été sauvagement torturés au point que notre camarade BENKHALLAT RABAH ait été

hospitalisé à l'hôpital militaire Maillot à Alger, et s'ils n'avaient pas été aussi lourdement condamnés par un tribunal siégeant dans le silence et à la sauvette, nous serions tentés de rire à entendre la bourgeoisie parler de "Complot".

La lutte pour exiger le transfert de BENKHALLAT et ses camarades dans une prison civile, la reconnaissance du statut politique et enfin leur libération totale est inséparable de la lutte de classe indispensable contre la répression bourgeoise et pour arracher à l'Etat bourgeois les libertés politiques et syndicales dont les masses ont besoin pour bouger et s'organiser à vaste échelle !

- Libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques !
- Libre retour de tous les exilés !
- Levée des inculpations, arrêt des poursuites et cessation des tracasseries administratives pour toutes les personnes concernées !

L'«anti-impérialisme» des bourgeois ...

Le 9 septembre 1980, le quotidien espagnol "El-Pais" et Radio-Télévision-Luxembourg (RTL) ont communiqué qu'un ancien officier de l'armée française, le commandant Jean-Jacques Laporte, avait aidé à l'enlèvement de l'imam Moussa Sadr, chef de la communauté Chiite au Liban, à la fin d'une visite de celui-ci à Tripoli. Le commandant Laporte, âgé de 40 ans et qui passe pour un "aventurier" professionnel dans son milieu, s'est blanchi de cette affaire en avouant à "El-Pais" qu'au moment de l'enlèvement de Moussa Sadr, il était détenu à la prison militaire de Boufarik, en Algérie... avec notre camarade BENKHALLAT.

En effet, le commandant Laporte, qui agit probablement pour le S.D.E.C.E. (Service d'espionnage et de contre-espionnage français) a été arrêté par la Sécurité Militaire algérienne pour espionnage. Il a été inculpé d'"atteinte à la sûreté de l'Etat". Nos camarades ont été arrêtés en 1978 et condamnés pour "atteinte à la sûreté de l'Etat", à des peines de 3 à 10 ans de Prison.

Et le commandant Jean-Jacques Laporte ? Pensez-vous ! Lui a été libéré après quelques mois de détention ! Lui avait l'Etat français pour protecteur ! Voilà l'anti-impérialisme misérable de la bourgeoisie algérienne.

Luttes sociales en Algérie

"La politique d'austérité du gouvernement affecte le climat social", C'est ainsi que Le Monde du 30/01/81, pourtant complaisant vis-à-vis de la bourgeoisie algérienne, se permet de décrire la situation sociale qui prévaut en Algérie. Le mercredi 28 janvier, les travailleurs de la compagnie Air-Algérie entament une grève-surprise pour protester contre la décision du gouvernement de supprimer les billets à tarif réduit (10 %) consentis par les compagnies aériennes du monde entier à leur personnel.

Cette grève a fait suite à d'autres qui se sont déroulées, pour la plupart, dans le secteur public, ce qui démolit la prétention de la bourgeoisie de considérer ce dernier comme un secteur "socialiste" où l'exploitation aurait disparu : grève des douaniers en décembre, débrayage des ouvriers du gaz à Hassi R'Mel dans le Sud. Même Le Monde reconnaît que "ces mouvements s'accompagnent d'une mise en cause des structures syndicales et des responsables locaux."

Ces grèves qui ont touché même les secteurs soi-disant "privilegiés", montrent que la démagogie dont use la bourgeoisie, et

qui consiste à augmenter de manière dérisoire les plus bas salaires, ne marche plus. En effet, les grèves ne sont pas seulement le produit de la situation de misère absolue dans laquelle se trouvent les catégories ouvrières les moins payées, mais aussi du rapport antagonique entre les profits et les salaires de manière générale. Dans les secteurs où la bourgeoisie fait semblant de concéder des salaires relativement élevés comme dans le secteur du pétrole, la part des profits est en réalité plus importante et c'est de là que découle matériellement le fait que l'exploitation capitaliste y est beaucoup plus intense.

Vive le développement des luttes sociales ! Satisfactions des revendications des travailleurs !

SOUSCRIPTION SPECIALE POUR LA DEFENSE DES EMPRISONNES DE BLIDA

Envoyez vos dons en espèces, ou par chèque bancaire ou postal à l'ordre de Saro, avec la mention "SOLIDARITE ALGERIE"

Adressez les envois aux Editions Programme, 20 rue Jean Bouton, 75012 Paris.

LA VIE DE PLUS EN PLUS CHÈRE

La démagogie sur le contrôle des prix n'arrête pas la hausse vertigineuse du coût de la vie. La crise de la production agricole et du système de distribution qui obéit aux lois anarchiques du marché capitaliste, aggravent les pénuries qui rendent la vie quotidienne des masses de plus en plus pénible. La bourgeoisie impute bien évidemment la responsabilité de la crise de la production agricole aux masses paysannes et aux travailleurs agricoles et ne cesse pas de lancer des appels en faveur de la production et de la productivité.

Dans la réalité, la crise de l'agriculture algérienne est due à la persistance de rapports de production archaïques d'une part (agriculture dite "traditionnelle"), et au manque d'intérêt accordé par le capitalisme à ce secteur d'autre part. En effet, la valeur des investissements agricoles n'a jamais excédé le tiers de la valeur des investissements industriels. Et pour cause. La rentabilité capitaliste est beaucoup plus immédiate et souffre moins des aléas naturels dans l'industrie que dans l'agriculture.

La crise de l'agriculture ne touche pas seulement les masses paysannes pauvres. Le ravitaillement des prolétaires et des masses pauvres des villes s'en ressent considérablement. Les prix affichés ces dernières semaines à Alger sont révélateurs. Le kilo de pommes de terre : 4DA, les pommes golden : 14DA, la salade : 6,50DA, les artichauts : 10DA, les navets : 5DA, les carottes : 4DA, le chou-fleur : 9DA, les petits pois : 20DA.

DE L'USINE ... AU BIDONVILLE

La crise du logement est un phénomène que même les autorités algériennes n'osent pas nier, préférant endormir les masses à coups de promesses démagogiques qui, comme toutes celles qui les ont précédées, ne seront jamais tenues. La classe ouvrière ressent dans ses conditions de vie le poids de cette crise qui à lui seul suffit à montrer que les travailleurs n'ont rien à attendre de l'Etat en place.

C'est l'hebdomadaire officiel Algérie-Actualité du 1/1/81 qui avoue par exemple : "Ils côtoient des machines du 20ème siècle dans des complexes industriels gigantesques. Ils produisent de l'acier à El Hadjar, des véhicules au CVI de Rouiba, de l'engrais phosphatique à la Sonatrach... mais à la tombée de la nuit ils sont des milliers à se diriger des usines modernes qu'ils font marcher vers les bidonvilles." En effet, dans la seule ville de Annaba, l'APC enregistre en moyenne la naissance de 4

baraques par jour, mille par an qui s'ajoutent aux 16 000 baraques qui jonchent les collines de la ville.

Partout, dans toutes les régions, autour des centres industriels, c'est le même phénomène qu'on rencontre. Dans l'Algérois des travailleurs habitent parfois à 100kms de la zone où est située l'usine. Voici comment Algérie-Actualités décrit la cité ouvrière de Bouhamra (Annaba) : "Des bidonvilles à perte de vue, ils s'étendent sur plusieurs kilomètres. Des baraques en bois, en zinc, naissent comme des champignons, collées les unes aux autres, en cascade. C'est la cité Bouhamra. Baignant dans la boue et les eaux stagnantes, elle offre un paysage de misère effrayant." Les deux-tiers des habitants de cette cité sont ouvriers de la SNS (sidérurgie) et de la Sonatrach.

ATELIERS CLANDESTINS ET TRAVAIL AU NOIR

Une des fables officielles qui circulent même en milieu ouvrier, c'est qu'il n'y aurait pas de chômage en Algérie. Parler donc d'ateliers clandestins en Algérie serait un non-sens. Comment les patrons de ces ateliers pourraient-ils trouver une main-d'œuvre au marché noir ? Comment des travailleuses et des travailleurs accepteraient-ils de travailler dans des conditions extrêmement précaires sans aucune garantie alors qu'ils pourraient trouver du travail par ailleurs ?

Or, voici ce que nous pouvons lire dans les colonnes de la presse officielle qui ne parle d'un phénomène, comme on le sait en général, que quand celui-ci atteint des proportions considérables : "les locaux à usage d'habitation, sont donc souvent utilisés à des fins commerciales. Les magasins cèdent souvent le pas à des petites unités industrielles créées anarchiquement. Il en existe souvent, par exemple à la basse-Casbah où l'on produit généralement de tout. La pratique est courante. On dispose d'un appartement, on achète une ou deux machines à tricoter où à tisser et on s'improvise industriel. A la Casbah, ces ateliers sont, pour la plupart, clandestins, c'est-à-dire qu'ils échappent totalement aux services des impôts, et encore plus, au contrôle des prix. Généralement ces 'industriels' ne disposent même pas de registres de commerce pour leur identification." (Algérie-Actualités du 25/12/80)

La situation des

Inutile de dire que si la presse officielle est au courant de ces pratiques, l'Etat ne peut les ignorer mais, comme organe de défense des intérêts capitalistes, il préfère fermer l'oeil et laisser les patrons faire ce que bon leur semble. "On emploiera alors une main-d'œuvre composée surtout de femmes, même enceintes, de jeunes filles, bref un personnel à "bon marché" qui, de surcroît, n'est même pas déclaré. Un travail en noir au sens strict du terme." (idem) Du travail au noir sous le "socialisme", voilà la nouvelle découverte !

1 MILLION DE JEUNES À LA RECHERCHE DU TRAVAIL

"Plus d'un million de jeunes âgés de 15 à 20 ans constituent une population flottante car n'est ni intégrée dans le système d'éducation et de formation, ni à celui de l'emploi." C'est le rapport de la Commission du plan et des finances de l'A.P.N. qui établit cette dure réalité. En effet, selon le Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle (MTFP), 480 000 jeunes ont été exclus du système scolaire en 1979 et 254 000 en 1980. Or, le système de formation professionnelle n'absorbe que 29% des déperditions scolaires.

DELLYS-COLLO

Des informations nous sont parvenues faisant état de manifestations et même d'émeutes populaires dans les localités de Dellys et Collo. Quel que soit le degré atteint réellement par ces événements dans ces deux régions, il est certain que la colère des masses, en se développant, débouchera nécessairement sur un affrontement violent avec l'Etat bourgeois. Aux militants révolutionnaires de s'organiser et de se préparer dès aujourd'hui pour assurer au mouvement social les conditions qui transformeront toutes les manifestations de colère en volonté d'action capable de donner des coups à la bourgeoisie, de lui arracher des concessions et de passer au stade de la préparation révolutionnaire en vue de renverser la bourgeoisie.

LISEZ LE PROLETAIRE
DIMENQUEL

masses en Algérie

Algérie-Actualités du 20/11/80 reconnaît par exemple que "l'appareil de formation actuel est incapable de satisfaire la demande économique et la demande sociale de formation." Sur 5 000 candidats, le centre de formation de Bordj-el-Bahri a recruté 600 jeunes. Sur 6 000 candidates, le centre féminin de Birkhadem en a retenu 600... Sans parler des conditions de vie offertes aux stagiaires : une indemnité mensuelle allouée par le Ministère du Travail de 180 à 240DA selon les cas, c'est-à-dire le quart du SNMG (SMIG)

6 MILLIONS D'ANALPHABÈTES

En 1977, 58,1% des algériens âgés de plus de 9 ans étaient illettrés. Inutile de dire qu'en 3 ans rien de significatif n'a été fait pour combattre ce fléau. 22% des algériens âgés entre 9 et 11 ans, 29% de ceux âgés entre 12 et 14 ans et 39% de ceux âgés de 15 à 17 ans étaient illettrés. Bref, plus d'un million d'analphabètes âgés entre 9 et 17 ans. Et dire que la bourgeoisie nous rebat quotidiennement les oreilles avec sa fameuse "démocratisation de l'enseignement" !

En valeur absolue, le nombre d'analphabètes a augmenté, de 5,1 millions à 6,130 millions (chiffres tirés d'Algérie-Actualités du 13/11/80). Les choses ne doivent pas être différentes de la réalité indiquée par ces chiffres lorsqu'on sait par exemple qu'un alphabétiseur est payé 436DA par mois, c'est-à-dire presque la moitié du SNMG. Quant aux conditions dans lesquelles se déroulent les opérations d'alphabétisation, le moins qu'on puisse en dire c'est qu'elles n'encouragent pas du tout l'alphabétisation. Qu'on en juge. Voici ce qu'on peut lire dans un rapport fait par des alphabétiseurs du secteur agricole autogéré à Constantine : "Dans la wilaya de Constantine, la majorité des domaines ne disposaient pas ou ne disposent toujours pas... de local, ou pas de tables, de chaises... pas d'éclairage, ni de chauffage."

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Les dernières assises du CC du FLN ont abordé les questions de l'énergie et de la santé. Sur ce dernier problème, les résolutions adoptées se ressentent é-

videmment de la démagogie habituelle des dirigeants bourgeois.

En effet, au même moment, l'organe de l'UGTA - Révolution et Travail du 24/1/81 -, a rendu public quelques chiffres qui doivent être en-deçà de la réalité. "...pour l'ensemble du régime général et minier (non compris l'agriculture et le régime des fonctionnaires et assimilés), soit 45% de la population active estimée en 1977 à 3,4 millions dont 1,7 pour le secteur non-agricole, les accidents du travail s'élèvent à 39 800 pour 1970 et 65 110 pour 1977, l'accroissement est de 163% pour huit ans. (...) Les accidents mortels passent de 251 en 1970 à 507 en 1977 soit une progression du simple au double pour la même période. (...) Dans le secteur à hauts risques (bâtiment et travaux publics) les déclarations d'accidents passent de 6299 en 1970 8869 en 77 soit une augmentation de 159%. En 1977, pour le même secteur, il a été enregistré 66 accidents mortels. Ces chiffres illustrent le danger qui pèse sur la vie des travailleurs. (...) C'est ainsi qu'au Complexe minier de l'Ouenza, employant 2100 mineurs, 822 affectations dont 538 maladies professionnelles ont été détectées. Au Complexe d'El Abed, sur 850 travailleurs, 274 cas de maladies diagnostiquées."

Ces chiffres à eux seuls sont révélateurs de la dégradation constante de la santé des travailleurs confrontés aux lois bestiales du système capitaliste qui ose se déguiser sous le masque du "socialisme" en Algérie.

EL ASNAM, QUATRE MOIS APRÈS

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer que l'Etat bourgeois n'a rien fait pour les masses sinistrées d'El Asnam après le séisme qui a plongé les masses de cette région dans la détresse. Quatre mois après, où en est la situation ? Même l'organe central du FLN, Révolution Africaine, du 13/2/81, n'ose pas cacher que "le bureau de main-d'œuvre récemment ouvert est envahi de personnes à la recherche d'un problème à boulot. Certains citoyens encore sans tentes sont là à attendre... le gaz butane manque toujours... certains commerçants renouent avec leur tradition spéculative... L'inadaptation de certaines catégories de tentes à la pluie a été vérifiée lors des intempéries, ces derniers temps sur la région, créant un climat d'inquiétude et d'

appréhension au sein de la population. Certaines tentes ont été transformées en véritables marées. Humainement inhabitables... La tente ne répond plus aux conditions de vie du sinistré. Les abris conçus à l'aide de tôles de zinc utiles pour un temps, se révèlent efficaces... Il y a une spéculation folle sur ce produit. La tôle de zinc a été vendue à 200DA... Au niveau d'El Asnam, environ 20 000 personnes travaillent dans plus d'une vingtaine d'entreprises se sont retrouvées du jour au lendemain demandeurs d'emploi."

A la campagne, la situation n'est guère mieux lotie pour les paysans pauvres et les travailleurs agricoles. Les silos d'emmagasinage et conditionnement des semences ont été endommagés par le séisme. 12 500 ha au Moyen-Cheliff nécessitent une irrigation rapide étant donné que les cultures maraîchères, les agrumes, les cultures fourragères ont besoin d'un fort volume d'eau. Les besoins immédiats sont estimés à 85 motopompes qui serviraient à pomper l'eau directement de l'Oued. Mais l'Etat so-disant au service du "peuple" n'a offert jusqu'ici que... 5 moto-pompes. Alors que 10ha de pommes de terre et 10ha de fourrages ont été déjà perdus faute d'eau, des risques de fortes pertes pèsent sur 180ha d'agrumes à Oued-Sli, et les oranges se dessèchent déjà. Des risques de sécheresse guettent 100ha d'oliviers et 100ha de cultures maraîchères.

Pendant ce temps où va l'argent de l'aide" reçue par l'Etat algérien pour le secours des masses sinistrées d'El Asnam ? Où va l'argent des recettes pétrolières acquises par la bourgeoisie algérienne grâce à la suer des ouvriers du pétrole et du gaz ?

* *

Ce sont là quelques aspects de la situation de misère dans laquelle se trouvent les masses en Algérie. C'est une situation à laquelle les masses réagissent quotidiennement : mécontentement, tension, absentéisme, grèves, manifestations de colère dans certaines régions etc. Les luttes de ces derniers mois augurent bien du potentiel de révolte et de combativité que recèlent les masses algériennes. Les bourgeois, qui s'imaginent continuer à jamais de profiter de la lassitude de ces dernières seront de plus en plus trompés par les faits. Que les ouvriers et les jeunes d'avant-garde s'organisent indépendamment de l'Etat bourgeois et de ses appareils bureaucratiques pour créer les conditions permettant à la colère des masses de se transformer en volonté d'action capable de résister aux plans d'austérité de la bourgeoisie et à la répression quotidienne ne qui sévit en Algérie !

LES TRAVAILLEURS N'ONT RIEN A ATTENDRE DE BEN BELLA !

LE GOUVERNEMENT ALGÉRIEN VIENT DE LIBÉRER L'ANCIEN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AHMED BEN BELLA DANS LE CADRE D'UNE POLITIQUE DE "RÉCONCILIATION NATIONALE" QUI PERMETTRAIT AUX DIFFÉRENTES FRANCHISES BOURGEOISES DE RELÉGUER À L'ARRIÈRE-PLAN LEURS DIVERGENCES SECONDAIRES AU MOMENT OÙ LA MATURATION DES CONTRADICTIONS SOCIALES LAISSE SE DESSINER À L'HORIZON DES AFFRONTEMENTS DE CLASSES DE PLUS EN PLUS OUVERTS. CERTAINS SECTEURS DE LA BOURGEOISIE ALGÉRIENNE N'HÉSITENT PAS À VOIR EN BEN BELLA LA PERSONNALITÉ "CHARISMATIQUE" QU'IL FAUT POUR CANALISER LES ESPOIRS DES MASSES ET ÉVITER LA LUTTE DE CLASSE.

A son tour, Ben Bella n'a pas hésité à renouer publiquement avec ses habitudes démagogiques et à brandir à l'occasion le drapeau de l'Islam pour mieux tromper les masses. Il existe même des courants soi-disant "de gauche" qui se sont mis d'une manière ou d'une autre au service de Ben Bella en faisant croire par exemple que la dictature bourgeoise et la répression systématique qui règnent en Algérie ont été introduites *seulement* après le coup d'Etat de Boumediène du 19 juin 1965. Cependant, les faits sont têtus comme disait Lénine. L'histoire témoigne que le régime de Ben Bella, malgré son populisme et sa phraséologie socialisante, a été un régime bourgeois sur tous les plans.

L'ISLAM... POUR NIER LA LUTTE DE CLASSES

Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'utilisation de l'Islam par Ben Bella dans le but de faire oublier aux masses travailleuses et exploitées que la société algérienne sur laquelle a débouché l'indépendance est une *société de classes* divisée entre exploités et exploités. Déjà, en 1964, Ben Bella déclarait : "Le musulman dans la communauté musulmane est ouvert à son prochain, à son frère. Il n'existe aucun antagonisme entre eux." (Le Peuple du 16/9/64). S'il n'y a pas d'antagonismes dans la société algérienne, pourquoi alors en parler ?

LE "SOCIALISME"... CONTRE LE PROLÉTARIAT

On sait que Ben Bella a toujours été le champion d'un "socialisme" soi-disant "spécifique" qui tiennent compte des réalités "arabo-islamiques". Dans la réalité, il s'agit d'une phraséologie visant à cacher que ce "socialisme"-là n'est plus ni moins qu'un capitalisme se développant sous l'égide de l'Etat et qui ne cache même pas sa profonde hostilité pour le prolétariat, seule classe en mesure de lutter et d'instaurer le vrai socialisme, le communisme qui supprimera le capital et le salariat à l'échelle du monde. Voici ce que disait Ben Bella sur le pro-

létariat en 1963 : "Le prolétariat industriel est trop engagé dans une jouissance des privilèges pour constituer une force révolutionnaire." (interview à Preuves, nov. 63).

C'est donc en toute logique que Ben Bella et la commission de préparation du 2ème Congrès de l'UGTA qu'il présidait condamnent le 15 janvier 1965 "les grèves spontanées qui peuvent prendre surtout dans le secteur public un caractère contre-révolutionnaire." Auparavant, le régime de Ben Bella avait lancé le 25 janvier 63, lors du premier Congrès de l'UGTA, une offensive en vue de se subordonner complètement la centrale syndicale. Inutile de s'attarder sur les méthodes de gangsters employées par Ben Bella : truquage des élections, sabotage du Congrès, intimidations, saisies de l'Ouvrier Algérien, occupation de la tribune par ses hommes de main, présence de flics en uniforme (sans parler des autres...), etc.

LE "SOCIALISME" DE BEN BELLA, C'EST LA MISÈRE POUR LES MASSES

A ceux qui espèrent faire oublier aux masses ce qu'a été dans les faits le régime de Ben Bella nous rappellerons quelques données concrètes qui témoignent de l'escroquerie politique de tous ceux qui osent parler de "socialisme" à propos du régime de Ben Bella. Les mesures soi-disant "socialistes" de Ben Bella n'ont jamais réduit le chômage qui régnait en Algérie, ni rempli le ventre creux des larges masses entassées dans les bidonvilles ou en proie à la disette dans les campagnes. En 1964, le chômage et le sous-emploi touchaient 62% de la population active masculine - 500 000 chômeurs, 900 000 sous-employés -. De 350 484 en 62, le nombre des émigrés est passé à 510 000 personnes à la fin de 1965.

Les crédits accordés aux fellahs sont passés de 32 millions de DA en 1963 à 26 millions en 1964 pour tomber à 10 millions en 1965. Tous les discours de Ben Bella en direction des paysans pauvres n'étaient que démagogie en vue de les opposer au prolétariat des villes qui se-

rait "privilégié". Ajoutons à cela que 450 000 ouvriers agricoles saisonniers, 1 million de paysans sans terre et 450 000 petits fellahs vivaient sous le règne de Ben Bella avec un revenu annuel de ... 200DA !

LE "SOCIALISME" DE BEN BELLA, C'ÉTAIT AUSSI LA RÉPRESSION SYSTÉMATIQUE CONTRE LES MASSES !

Non. La répression systématique qui s'abat sur les masses en Algérie ne date pas seulement de Boumediène. Le bilan du régime de Ben Bella sur ce plan n'a vraiment pas de quoi pousser les masses à sympathiser avec lui. Dès le 31 décembre 1962, Ben Bella promulgue la reconduction de l'arsenal juridico-répressif de l'ancien Etat colonial (loi n° 62157 - JORA du 11/1/63).

Comment pouvons-nous imaginer un régime "socialiste" qui reconduit purement et simplement les lois que le colonialisme utilisait pour piller, intimider, exploiter, opprimer, emprisonner et assassiner.

C'est aussi sous le règne de Ben Bella, que nous avons assisté à la création des "cours criminelles révolutionnaires", comme par hasard à la suite des manifestations de chômeurs à Oran en janvier 1964, contre ceux qui tentent "d'entraver le fonctionnement normal des institutions ou d'apporter un trouble exceptionnel à l'ordre public." Dès l'automne de 1962, rafles, perquisitions, séquestrations, arrestations et assassinats devinrent partie intégrante de la vie politique algérienne.

Des exemples ?

- l'armée tire sur les chômeurs à Oran en janvier 1964;
- La justice bourgeoise condamne 29 chômeurs en "flagrant délit";
- l'armée tire sur la population de Beni Rachid le 28 février 63 et à Gerryville où les manifestations populaires pour l'Angola se transforment en manifestations contre la misère et le chômage;
- l'armée tire sur les anciens moudjahidines en colère à Bordj-Bou-Arredj le 14 mai 1963;
- ratisage en Kabylie contre le rébellion dirigée par le FFS en octobre 1963 (viols, massacres, etc...);
- le décret du 14/8/63 interdit purement et simplement "toutes les associations ou groupements politiques de fait ayant un but politique."

(suite p.11)

MAROC :

POUR UNE ORIENTATION DE CLASSE

DANS LES LUTTES SOCIALES !

Nous avons rappelé dans notre dernier numéro que des luttes sociales se développent de plus en plus au Maroc en réaction à l'austérité et à la répression bourgeoises auxquelles sont confrontées les masses travailleuses et la jeunesse étudiante marocaines.

La situation est aujourd'hui au point où les sociaux-démocrates de l'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) osent écrire dans leur presse : "Dans la vie active, les innombrables arrêts de travail, grèves et luttes revendicatives témoignent à leur tour de l'impopularité des choix pratiques dans le domaine de la répartition des revenus, de la consommation et des relations sociales dans les entreprises. En matière de rapport gouvernants-gouvernés, la confrontation a atteint des degrés de tension qui remettent à l'ordre du jour le problème de cette administration qui s'attèle à contre-carrer la volonté populaire." (Libération du 2/1/81).

En effet, l'augmentation des prix des principales denrées de base, l'amplification du taux de chômage, l'augmentation dérisoire des salaires au regard de la hausse du coût de la vie, la répression syndicale et politique systématique dans les entreprises, les exactions contre les paysans pauvres comme à Tadla et récemment à Tiznit et Ghafsai, la dégradation de la situation déjà déplorable de la jeunesse étudiante sont autant de facteurs qui poussent les luttes sociales dans les entreprises, dans les universités et dans les campa-

gnes à prendre le devant de la scène sociale et politique au Maroc : (grèves des ouvriers du phosphate de Bengrir, des ouvriers du textile de la société IGOZ à Oued Zem, grèves déclenchées pour l'augmentation des salaires, l'indemnité de transport, de panier, de logement et pour le respect de la dignité des ouvriers).

Par ailleurs, l'atmosphère dans les universités se ressent ces derniers mois des luttes qui s'y déroulent. Dans les Ecoles Normales Supérieures, les étudiants ont fait grève contre la réduction de la bourse des 3ème année de 1400 à 1160DH. A l'université Mohamed Ier d'Oujda, la police est intervenue pour évacuer les étudiants en grève qui avaient occupé les locaux pour protester contre leurs conditions de logement déplorable. Le 17 février, le tribunal de première instance de Fès a condamné 51 étudiants à 4 mois de prison avec sursis et 6 autres à des peines d'emprisonnement ferme de 1 et 2 mois pour "trouble à l'ordre public".

C'est instinctivement que les ouvriers, les paysans pauvres et les étudiants choisissent l'arme de la grève pour arracher leurs

revendications. Mais pour que ces luttes sociales puissent se généraliser et se renforcer au point de faire reculer l'Etat en place, il faut que les militants combattifs s'attèlent à la tâche qui consiste à organiser leurs camarades en dehors de l'influence paralysante des partis réformistes type PPS et USFP et des bureaucraties syndicales UMT et CDT qui s'acharnent à priver les travailleurs de leur force collective en limitant l'envergure des luttes dans le temps (grève-bidon de 24 heures) et par secteur.

C'est aux efforts quotidiens, patients mais nécessaires, lents mais sérieux, en vue de s'organiser sur des bases de classe, indépendamment des appareils réformistes qui prêchent le "dialogue" et autres mensonges bourgeois, que doivent se consacrer tous les véritables militants de la cause des exploités et des opprimés.

C'est sur ce terrain que le prolétariat marocain découvrira instinctivement le caractère contre-révolutionnaire de la guerre d'annexion que mène la monarchie contre le peuple sahraoui ainsi que la force de s'opposer à tous les champions du chauvinisme qui tentent de le détourner de ses véritables problèmes. C'est sur ce terrain que le prolétariat marocain forgera la force dont il a besoin pour se mettre à la tête des masses pauvres contre le capitalisme. Aux communistes internationalistes de se préparer et de préparer les conditions politiques qui permettront au prolétariat d'agir comme classe, en se consacrant sans attendre à la constitution du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, fondé sur la doctrine et le programme de Marx et de Lénine.

(suite de la p.10)

Ce sont là quelques éléments d'histoire qui témoignent de la nature profondément bourgeoise, anti-prolétarienne et anti-populaire du "socialisme ben belliste". A tous les révolutionnaires sincères, à tous les ouvriers d'avant-garde de les mettre en avant et de les rappeler partout pour opposer à toute alternative bourgeoise, visant à détourner les masses du chemin de la lutte de classe, la seule voie révolutionnaire qui puisse mener à la transformation socialiste de la société, celle qui est indiquée par le marxisme révolutionnaire et qui va de l'organisation de la résistance ouvrière à l'exploitation capitaliste, à la mobilisation autonome des masses pour arracher les libertés politiques et syndicales et à la lutte révolutionnaire finale pour le renversement violent de la bourgeoisie et l'instauration de la dictature du prolétariat sous la direction du parti de classe révolutionnaire.

TUNISIE : Contre les illusions petites-bourgeoises !

Il ne se passe pas un jour sans que les conséquences catastrophiques de la crise internationale du capitalisme ne se fassent sentir sur la vie quotidienne des larges masses exploitées tunisiennes. Mis à part les tenants officiels du Néo-Destour, toutes les forces politiques reconnaissent que la Tunisie passe par une période critique tant du point de vue économique que social.

Cependant, pour tout le monde, la crise serait due soit à la mauvaise gestion économique, soit à la perpétuation du système "semi-colonial et semi-féodal" en Tunisie, soit encore au caractère parasitaire de la "bourgeoisie compradore" et aux aléas du "capitalisme dépendant".

Les tenants de la première version que sont les amis de Mestiri -MDS- (Mouvement des Démocrates Sociaux) se présentent en toute logique comme les bons médecins du système malade et appellent à une restructuration économique, à des réformes sociales et administratives.

Les tenants de la seconde et troisième versions qui se rangent parmi les différentes tendances mao-staliniennes appellent à la "révolution nationale-démocratique" qui en finirait avec le régime actuel non tant parce que celui-ci représente un système d'exploitation et d'oppression dont les masses tunisiennes font les frais que parce qu'il maintient la Tunisie au rang d'un pays "néo colonial" et "dépendant" ...

Non. Il n'y a pas d'un côté un "capitalisme dépendant" que les masses ont à balayer et de l'autre un "capitalisme national" pour lequel les travailleurs devront verser leur sang... même si ce n'est que pour l'étape "patriotique-démocratique". L'interdépendance des économies capitalistes à l'époque de l'impérialisme fait que dans un pays où l'absence d'oppression coloniale ne justifiant plus le combat pour une révolution nationale, la lutte du prolétariat contre l'impérialisme passe par la lutte à mort contre sa propre bourgeoisie. POUR L'ORGANISATION INDEPENDANTE DU PROLETARIAT EN DEHORS DE TOUTES LES ILLUSIONS REFORMISTES ET PETITES-BOURGEOISES, AUTOUR DE SES REVENDICATIONS DE CLASSE ET DANS LA PERSPECTIVE DE LA REALISATION DE SES OBJECTIFS REVOLUTIONNAIRES, indiqués par la doctrine de Marx et Lénine et restaurée par notre parti contre toutes les formes de révisionnisme.

Complot ou révolution ?

"Une authentique révolution est exactement le contraire de l'idée que s'en fait le mouchard de police qui, en accord avec les 'hommes d'action', ne voit dans chaque révolution que l'oeuvre d'une petite clique."

(KARL MARX)

Le 27 décembre 1980, le Tribunal Militaire de Blida condamnait à de lourdes peines de prison cinq militants et contacts de notre organisation pour "complot" contre la sûreté de l'Etat. Il s'agit pour nous ici moins de répondre à l'accusation mensongère de la bourgeoisie algérienne que de clarifier à l'intention de nos lecteurs la question du rapport entre révolution et complot sous l'angle du marxisme révolutionnaire. Dans la mesure où trois de nos camarades et contacts condamnés étaient militaires, il nous semble légitime que des lecteurs s'interrogent sur notre conception du travail dans l'armée, sur la signification de l'anti-militarisme de classe et les tâches qui en découlent pour le parti révolutionnaire dans les différentes situations. Sur cette deuxième question, nous reviendrons dans un prochain numéro.

La question du rapport entre révolution et conspiration, entre lutte de classe prolétarienne sur les plans économique, politique et idéologique et action militaire, n'est pas seulement d'actualité dans les pays où le prolétariat, en sortant de la période de lutte commune avec la petite-bourgeoisie contre la domination impérialiste, est tenté - sous l'influence de courants guérilléristes petits bourgeois - par une lutte armée déliée de ses luttes et de ses objectifs de classe, mais aussi dans les métropoles impérialistes où les premiers signes de révolte sociale prennent parfois la forme de réactions terroristes-romantiques et individualistes comme c'est le cas par exemple en Italie.

Cette question n'est pas nouvelle pour le marxisme révolutionnaire. Au contraire, celui-ci s'est forgé entre autres dans la lutte contre les courants qui méprisaient, à la fois la lutte économique et la lutte idéologique du prolétariat, et se consacraient exclusivement à la préparation militaire de coups de main, exécutés par une petite minorité audacieuse mais coupée des masses. Marx et Engels prirent position contre les sectes conspiratives. Leur attitude politique était dictée par leur conception matérialiste de l'histoire et de la révolution. En effet, contrairement aux conceptions idéalistes et volontaristes, qui voient dans les révolutions le simple produit de la volonté et de l'action d'une minorité audacieuse, le marxisme considère que "ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience. A un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors; de formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale." (1)

La mobilité sociale qui a suivi la révolution bourgeoise, le développement encore insuffisant des forces productives et donc du prolétariat et le souvenir tout frais des conspirations et des luttes armées contre la Restauration de l'Ancien Régime, étaient autant de facteurs qui encourageaient le phénomène des sectes conspiratives. Il était dans ces conditions inévitable que des sectes naissent pour ne concevoir leur tâche révolutionnaire qu'en termes d'anticipation du processus de développement révolutionnaire et d'improvisation d'une révolution alors que les conditions objectives n'étaient pas encore assez mûres pour cela. Le blanquisme en France, qui était pourtant déjà un mouvement prolétarien, se ressentait de la faiblesse du prolétariat et s'imaginait, en l'absence d'un puissant mouvement prolétarien, que le coup de main révolutionnaire d'une minorité audacieuse suffirait pour accélérer artificiellement la crise et hâter la révolution.

En tant que théorie révolutionnaire du prolétariat, fondée sur une conception matérialiste de la lutte de classes, le marxisme s'est imposé au sein du mouvement ouvrier contre toutes les autres conceptions erronées dans les faits, au fur et à mesure que mûrissent la société bourgeoise et les antagonismes de classes modernes. "A mesure que le prolétariat parisien entre lui-même en scène en tant que parti, ces conspirateurs perdirent leur influence dirigeante, furent dispersés et trouvèrent une dangereuse concurrence dans les sociétés secrètes prolétariennes, qui ne proposaient pas comme but immédiat l'insurrection, mais l'organisation et la formation du prolétariat." (2)

C'est en partant donc de cette conception matérialiste que le marxisme a dû affronter au sein de la *Ligue des Communistes* les positions volontaristes de la minorité pour laquelle "au lieu de la situation, c'est la simple volonté qui devient la force motrice de la révolution." (3) Et c'est pourquoi, comme l'expliquait Marx : "La Ligue des Communistes n'était donc pas une société de conspirateurs, mais une société qui préparait en secret l'organisation du parti prolétarien, parce que le prolétariat allemand se voyait, par le feu et l'eau, privé du droit d'écrire, de parler, de s'associer. Si une telle société conspirait, ce n'est que dans le sens où la vapeur et l'électricité conspiraient contre le statu quo." (4)

Il est clair qu'en refusant de se présenter comme une "société de conspirateurs", la *Ligue des Communistes* ne renonçait pas pour autant à ses tâches révolutionnaires. Le premier article des statuts de la Ligue disait : "Le but de la Ligue, c'est le renversement de la bourgeoisie, le règne du prolétariat, la suppression de la vieille société bourgeoise fondée sur les antagonismes de classes et la fondation d'une nouvelle société sans classes et sans propriété privée." (5) Le marxisme révolutionnaire considère la lutte de classes comme le moteur de l'histoire. La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie est inévitable et ne fera que s'accroître à mesure que se développe le capitalisme. Le rôle du parti révolutionnaire est d'aiguiller et d'organiser cette lutte de classe jusqu'à son point culminant, l'insurrection armée par laquelle le prolétariat s'empare du pouvoir politique sous la direction de son parti de classe. S'il plaît à la bourgeoisie et à ses tribunaux d'appeler "complot" ou "conspiration" les tâches qu'aura à assumer le parti communiste révolutionnaire, cela ne nous fera évidemment pas rougir car "s'il y a une conspiration de la part de la classe ouvrière, qui forme la grande masse des nations, crée toutes les richesses et au nom de laquelle tout pouvoir, même usurpateur, prétend régner, c'est en public que cela se passe, comme le soleil conspire contre les ténèbres, avec la pleine conscience qu'en dehors de son champ d'activité, il n'est aucun pouvoir légitime." (6)

Si, dès le début, le marxisme a dû mettre en garde le mouvement ouvrier contre les sectes conspiratives qui passent leur temps à improviser des révolutions sans que les conditions en existent, ce n'était pas un hasard. Le mouvement ouvrier a commencé la lutte avec les armes qu'il a héritées de la révolution démocratique bourgeoise. En effet, la bourgeoisie a pu prendre le pouvoir dans une société où les rapports de production bourgeois ont commencé déjà à se développer. La révolution politique de la bourgeoisie, pour ainsi dire, n'est pas une condition nécessaire à l'introduction du capitalisme. Au contraire, la bourgeoisie a profité de ses richesses, de son instruction et de sa culture pour jeter les bases de ses institutions politiques, avant même qu'elle n'ait détruit celles de l'Ancien Régime. C'est la raison pour laquelle, au cours de la révolution bourgeoise, l'élimination du sommet de la pyramide politique des représentants de l'Ancien Régime peut prendre la forme d'un complot. Cela est d'autant plus vrai quand il s'agit d'affronter la Restauration. L'appel aux masses peut être plus ou moins déterminant suivant le degré d'intégration de la bourgeoisie à la gestion du pouvoir politique.

(suite p.13)

la théorie arme de combat

Par contre, le prolétariat ne peut entamer la tâche de transformation de la société dans le sens communiste qu'en prenant d'abord le pouvoir politique et en assurant sa domination sur toutes les classes. C'est dire qu'une simple conspiration ne peut suffire au prolétariat pour désagréger l'appareil d'Etat bourgeois sans la destruction duquel il serait impossible d'intervenir despotiquement dans les rapports de production et de propriété bourgeois. Comme le notait Trotsky, dirigeant de la révolution d'Octobre et organisateur de l'armée rouge : "La révolution prolétarienne est une révolution de masses formidables inorganisées, dans leur ensemble. L'aveugle poussée des masses joue dans le mouvement un rôle considérable." (7)

Mais si le marxisme combat à juste titre le volontarisme des blanquistes, il se garde bien de tomber dans le piège de la déviation inverse, qui rejoint la première, et qui se résume dans la fatalisme et la passivité de ceux qui pensent que le développement de la lutte de classes mènera automatiquement à la révolution sans qu'on ait besoin de la direction centralisée d'un état-major - le parti révolutionnaire - capable de préparer minutieusement la révolution et de vaincre les hésitations des masses au moment où il faut passer à l'action. Même si elle ne va pas jusqu'au bout de son raisonnement, dans sa surestimation du rôle de la grève générale, Rosa Luxemburg donne le flanc à cette déviation fataliste. En effet, "quelle que soit sa puissance, la grève générale ne résout pas le problème du pouvoir, elle ne fait que le poser. Pour s'emparer du pouvoir il faut, s'appuyant sur la grève générale, organiser l'insurrection." (8)

Par ailleurs, si dès le début, le marxisme a opposé le développement du mouvement ouvrier et la constitution du parti politique du prolétariat aux "sociétés de conspirateurs", il s'est toujours bien gardé de tomber dans cette autre déviation non moins dangereuse, à savoir la déviation légaliste. Dans son Adresse à la Ligue en mars 1850, Marx se prononçait ouvertement contre la tendance au légalisme qui a commencé à l'époque à s'infiltrer dans les rangs ouvriers : "La conception de l'organisation sociale actuelle, que la Ligue ne propageait auparavant qu'en secret, est à l'heure qu'il est discutée par tout le monde et prêchée sur la place publique. En même temps l'ancienne et solide organisation de la Ligue s'est considérablement relâchée. Beaucoup de membres, directement engagés dans le

mouvement révolutionnaire, se sont imaginés que le temps des sociétés secrètes était passé et que l'action publique pouvait suffire seule. Un certain nombre de cercles et de communes ont laissé leurs relations avec le Conseil Central se relâcher et s'assoupir peu à peu. Tandis que le parti démocratique, le parti de la petite-bourgeoisie, s'organisait donc de plus en plus en Allemagne, le parti ouvrier perdait son seul lien solide; c'est tout au plus s'il conservait, dans quelques localités, son organisation en vue des buts locaux; et c'est pour cela que, dans le mouvement général, il est tombé complètement sous la domination et la direction des démocrates petits bourgeois. Il faut mettre fin à cet état de choses et rétablir l'autonomie des ouvriers." (9)

Une fois que nous avons rappelé comment le marxisme révolutionnaire est né historiquement en combattant à la fois les déviations volontariste de type blanquiste, fataliste et légaliste, nous montrerons dans notre prochain numéro comment le marxisme a résolu la question du rapport entre lutte politique et action militaire en rapport avec les développements de la lutte des classes.

Notes :

- (1) K. Marx, Préface à la Contribution à la critique de l'économie politique.
- (2) K. Marx-F. Engels, la Nouvelle Gazette Rhénane. Cités dans le mouvement ouvrier français, T.1, p.172, Maspéro, Paris 1974.
- (3) Karl Marx devant les jurés de Cologne. Ed. Costes, Paris 1939, p.107.
- (4) idem, p.188.
- (5) idem, p.85.
- (6) K. Marx, cité dans le mouvement ouvrier français, T.1 p.167.
- (7) K. Marx, cité
- (8) Trotsky, les problèmes de la guerre civile, p.18.
- (9) idem, pp.14-15.
- (10) K. Marx devant les jurés de Cologne, pp.231-232.

(suite de la p.5)

Pour le compte du PS, il n'y a qu'à voir son attitude vis-à-vis de l'immigration familiale. Etant donné l'absence de "structures d'accueil adaptées", le PS "voit mal (...) comment il serait possible d'autoriser librement la venue des familles." (3) Quant aux travailleurs en situation irrégulière "il serait irresponsable de laisser croire que tous les étrangers qui arriveraient en France se verraient mis en situation régulière." (3) Et s'ils s'amusaient à travailler au noir, le PS les menace de 3 000 à 50 000 F d'amende et de 2 mois à 2 ans de prison !

Le PC et le PS défendent les intérêts de "la France", l'"intérêt national", c'est-à-dire l'intérêt des patrons et des bourgeois. C'est pour cela qu'ils sont pour le contrôle de l'immigration, qu'ils sont anti-ouvriers, qu'ils sont racistes et chauvins. C'est pour cela que les travailleurs combattifs doivent lutter contre eux tout comme ils luttent contre les bourgeois et leur Etat, parce qu'ils sont leurs laquais, leurs agents parmi les travailleurs. C'est pour cela aussi qu'il faut lutter contre leur politique de division entre travailleurs français et immigrés et POUR L'UNION GRANDIS

SANTÉ DES PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS.

Notes :

- (1) Proposition de loi du PCF, mai 1973.
- (2) Proposition de loi du PS,

janvier.

- (3) Proposition de loi du PCF, automne 1979.
- (4) "Avis" de la "commission des affaires culturelles, familiales et sociales" de l'Assemblée Nationale, 1979.

Internationalisme prolétarien contre social-chauvinisme

"Nous nous bornerons à quelques mots en ce qui concerne la résolution sur l'émigration et l'immigration. Sur cette question également se fit jour en commission une tentative pour soutenir d'étroites conceptions de corporation, interdire l'immigration d'ouvriers en provenance des pays arriérés (celle des coolies venus de Chine etc.). C'est là le reflet de cet esprit "aristocratique" que l'on trouve chez les prolétaires de certains pays civilisés, qui tirent certains avantages de leur situation privilégiée et qui sont pour cela enclins à oublier les impératifs de la solidarité de classe internationale. Mais au Congrès proprement dit, il ne se trouva pas d'apologistes de cette étroitesse petite-bourgeoise de corporation, et la résolution répond pleinement aux exigences de la social-démocratie révolutionnaire".

"Article 20 - Au nom de la solidarité des travailleurs de tous les pays, la République des Soviets accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers qui travaillent sur le territoire de la République et qui appartiennent à la classe ouvrière ou à la classe des paysans ne vivant pas du travail d'autrui. Elle reconnaît aux Soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers, sans autres formalités, les droits de citoyens russes

Article 21 - La République des Soviets accorde le droit d'asile à tous les étrangers persécutés pour des motifs politiques et religieux.

Article 22 - La République des Soviets, reconnaissant l'égalité des droits à tous les citoyens, indépendamment de leur race ou de leur nationalité, déclare qu'il est contraire aux lois fondamentales de la République d'instituer ou de tolérer des privilèges ou des prérogatives quelconques fondées sur ces motifs, ainsi que d'opprimer des minorités nationales ou de limiter leurs droits".

LA GUERRE CIVILE AU SALVADOR

LE SALVADOR EST LE THÉÂTRE D'UNE VÉRITABLE GUERRE CIVILE (PLUS DE DIX MILLE MORTS EN 1980). APPUYÉES PAR LES ÉTATS-UNIS ET PAR DES PAYS COMME LE VENEZUELA ET AIDÉES PAR DES BANDES PARA-LÉGALES, L'ARMÉE ET LA GARDE NATIONALE AU SERVICE DES PROPRIÉTAIRES FONCIERS ET DE LA BOURGEOISIE AFFRONTENT LA LUTTE DES OUVRIERS, DES PAYSANS ET DE SECTEURS DE LA PETITE-BOURGEOISIE RADICALE. LA RÉPRESSION EST FÉROCE ET S'ATTAQUE À QUICONQUE OSE ÉLEVER LA VOIX.

Le Salvador : 21 000 km²; 4,3 millions d'habitants avec une densité de 203 habitants par km²; 450 dollars US de produit brut par habitant; la production manufacturière représente 18% du Produit Intérieur Brut et la production agricole (café, jute, canne à sucre) quelque 30%; un problème agraire aiguë, car alors que 2 000 propriétaires agricoles occupent 40% des terres cultivées, plus de 130 000 propriétés inférieures à 1 hectare représentent moins de 5% de la superficie cultivée; les paysans sans terre se comptent par dizaines de milliers, et ceci alors qu'environ 60% de la population active travaille dans l'agriculture, où sévissent le chômage et le sous-emploi (plus de 50% des travailleurs agricoles se trouvent dans ce cas), ainsi que les bas salaires (pendant les trois mois des récoltes, les salaires oscillent entre 5,8 dollars par jour dans le café et 4,2 dollars dans le coton); une "bidonvilisation" galopante, et un mouvement ouvrier qui renaît depuis les grèves de 1967.

La convergence du mouvement ouvrier et paysan avec celui des organisations armées qui s'affrontent à l'Etat résulte d'une nécessité évidente de la guerre sociale. L'exacerbation de la lutte de classe exige un encadrement militaire. La guerre civile exige l'anéantissement de l'adversaire. La classe dominante du Salvador, appuyée par l'impérialisme, l'a très bien compris. C'est pourquoi lorsque le président Romero, pressé par les USA, a demandé en mai 1979 l'ouverture d'un "dialogue national" avec l'opposition démocratique pour mener à bien des réformes bourgeoises, étendre la base sociale du pouvoir à des secteurs plus amples de la bourgeoisie et les intégrer dans l'Etat, la répression ne s'est pas arrêtée pour autant.

L'opposition démocratique exigea alors le départ du général Romero et donna son appui à un plan de réformes patronné par l'armée. Le "Foro Popular", qui avec la Démocratie Chrétienne et le MNR (Mouvement National Révolutionnaire, adhérent à l'Internationale Socialiste), regroupait l'UDN (Union Démocratique Nationaliste, structure légale du PC), les LP-28 (Ligues Populaires du 28 février) et aussi le Front Populaire Unifié par l'intermédiaire de la direction de la fédération syndicale Fenestras, demanda la démocratisation négociée du pays. Les militaires acceptèrent et le 15 octobre 1979 un coup d'Etat militaire donnait le pouvoir à la Junte Révolutionnaire de Gouvernement, soutenue par l'Eglise et composée de deux militaires (Gutiérrez, de la "ligne dure", et Maja no, officier réformiste), d'un

membre du MNR (Guillermo Ungo), de démocrates-chrétiens et d'un représentant de l'UDN, c'est-à-dire du PC, qui occupa le poste de ministre du Travail.

Cet accord était la suite naturelle de toute la politique de l'opposition démocratique, qui avait toujours cherché un accord avec l'armée. Mais le projet réformiste de l'armée et du Foro Popular échoua, parce que l'affrontement de classe ne cessa pas avec la formation de la Junte. Les masses ne rendirent pas les armes et ne se démobilisèrent pas, et l'armée ne cessa pas un instant de les réprimer (plus de cent morts durant la première semaine du gouvernement de la Junte). Les partis démocratiques firent ce qu'ils purent pour appuyer le projet réformiste, et les stalinien de l'UDN déclarèrent à la radio que ce n'était pas l'armée qui avait mitraillé une manifestation le 21 octobre, mais "des forces occultes opposées à la Junte"... Cette situation amena les LP-28, qui avaient d'abord eu une attitude ambiguë, laquelle s'inscrivait d'ailleurs dans toute leur orientation passée, à se retirer du Foro Popular. Les autres "organisations révolutionnaires" s'étaient opposées à la Junte depuis le début.

Après le naufrage du projet réformiste d'octobre 1979, les représentants du MNR, le ministre du Travail (UDN) et une aile de la Démocratie Chrétienne démissionnèrent du gouvernement au début janvier 1980. Cette démission n'impliquait pas un changement d'objectifs de la part du réformisme, mais seulement un changement de tactique. Il conti-

nuaît à poursuivre le rêve d'une alliance entre le "secteur progressiste de l'armée" et les "forces révolutionnaires". Quant aux "organisations révolutionnaires", au lieu de dénoncer le rôle infâme joué par les bourgeois et les réformistes démissionnaires afin de leur ôter tout appui social, elles les accueillirent les bras ouverts pour sceller l'"union des forces révolutionnaires et démocratiques".

Tout était prêt pour la naissance, le 1er avril 1980, du Front Démocratique Révolutionnaire. Regroupant toutes les organisations démocratiques et "révolutionnaires", celui-ci adopte une "Plate-forme programmatique du gouvernement démocratique révolutionnaire". Sur le plan international, à l'opposé de toute vision révolutionnaire anti-impérialiste, celle-ci préconise "la solidarité, la coexistence pacifique, l'égalité des droits et le respect mutuel entre les Etats". Sur le plan politique, elle préconise un gouvernement regroupant "des représentants du mouvement révolutionnaire et populaire, des partis, organisations, secteurs et personnalités démocratiques, ainsi que des membres des professions libérales honnêtes, le clergé progressiste, des partis démocratiques comme le MNR, les secteurs avancés de la Démocratie Chrétienne, enfin les officiers dignes et honnêtes de l'armée qui seraient disposés à servir les intérêts du Peuple". Sur le plan militaire, il s'agira de "renforcer et développer l'armée populaire, à laquelle s'incorporeront les soldats, sous-officiers, officiers (!), et chefs (!!) de l'armée actuelle qui auront eu une conduite digne et honnête".

Que ferait un parti révolutionnaire de classe au Salvador? Il devrait impulser de toutes ses forces la lutte du prolétariat et des masses paysannes, qui constituent la force de choc de la guerre actuelle, par un travail d'organisation et de participation aux luttes immédiates, contre la classe dominante, son Etat et ses bandes armées, lutte au service de laquelle il serait indispensable de constituer des organes militaires d'auto-défense armée. Il devrait aussi mener un travail antimilitariste parmi les soldats. Son but ? Une insurrection victorieuse, la destruction de l'armée bourgeoise et l'expropriation des propriétaires fonciers, de la bourgeoisie et de l'impérialisme, par l'instaur-

(suite p.19)

Austérité et répression en Syrie

LA SYRIE EST UN DES PAYS ARABES QUE LES OBSERVATEURS SUPERFICIELS N'HÉSITENT PAS À PRÉSENTER COMME UN PAYS "PROGRESSISTE" SUR LA VOIE DE LA CONSTRUCTION D'UN "SOCIALISME NATIONAL" AUX COULEURS DU BAATH. L'INTERVENTION FÉROCE DE LA BOURGEOISIE SYRIENNE AU LIBAN EN 1976 CONTRE LES MASSES PALESTINIENNES ET LIBANAISES EN LUTTE A OUVERT LES YEUX DES MOINS AVERTIS SUR LA NATURE RÉACTIONNAIRE DE LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DU RÉGIME BAATHISTE EN SYRIE. EN EFFET, CETTE POLITIQUE EST INTIMEMENT LIÉE À L'EXPLOITATION ET À LA RÉPRESSION SAUVAGES QUE RÉSERVE À L'INTÉRIEUR LA BOURGEOISIE AUX OUVRIERS ET AUX MASSES EXPLOITÉES.

Le salaire ouvrier est de 300 L.S. (égales au franc français) bien qu'il n'existe pas formellement un salaire minimum garanti auquel on pourrait faire référence. Dans plus d'un cas, pour les travailleurs isolés, la barre est bien inférieure à ce chiffre, tandis qu'un cadre moyen syrien travaillant pour une société étrangère peut toucher plus de 4 000 L.S. Mais si nous prenons en considération la taille d'une famille "moyenne" composée de 5 membres seulement - rares sont les familles moins nombreuses et bien souvent elles sont composées à part les parents de 6 à 8 enfants ! -, le salaire que touche cette famille est de l'ordre de 550 L.S. en y ajoutant les allocations familiales et primes. (Les chiffres sont de 1978-79).

Le loyer d'un appartement vétuste de 2 pièces ne disposant d'aucun confort, dans la banlieue très mal desservie par les transports en commun, s'élève au bas mot à environ 120 L.S. (quand ça se trouve). Il faut compter au minimum 12 L.S. par personne par mois pour le transport en ville. Le kilo de viande de la dernière qualité (veau) est d'environ 20 L.S.; le kilo de fruits (raisin, abricots...) oscille autour de 10 L.S. A cela s'ajoute le prix des vêtements, les fournitures d'école et les produits de base, etc. Il est impossible de "joindre les deux bouts" sans que la femme tente de trouver un emploi complémentaire - sans parler des énormes difficultés que cela pose - ou que les enfants accomplissent de durs travaux après les horaires de l'école.

Durant les quatre dernières années, l'inflation a dépassé les 250% sans que les salaires suivent. Au début de l'année 80, sous la pression sociale, le gouvernement a du concéder des augmentations de salaires du secteur public qui concernaient particulièrement les fonctionnaires (jusqu'à 50% du salaire). "Le Monde" du 6/2/80 constatait que "le malaise croît en Syrie et la forte augmentation des salaires du secteur public, décidée par le gouvernement, n'a pas mis un

terme à la grogne populaire. En effet, pour trouver la somme nécessaire pour financer l'opération, il a fallu augmenter de 55% les prix de l'essence et de 30% ceux du ciment (ce qu'on donne de la main gauche, on le reprend de la main droite) ce qui se répercute sur le coût des transports et du logement. L'État a cherché à éviter une escalade des prix des denrées de grande consommation et la viande est devenue pratiquement introuvable. En revanche, pain, sucre, riz et huile, produits subventionnés, sont disponibles à des prix très bas." Le seul moyen encore possible pour contenir la "grogne populaire" qui aurait pu tourner à la révolte violente.

Comme toute bourgeoisie jeune, inexpérimentée aux rouages démocratiques qui caractérisent les sociétés "plus avancées", ayant à accomplir des tâches capitalistes de manière accélérée afin de trouver sa place dans le "concert des nations", la bourgeoisie syrienne éprouvait comme première nécessité l'encadrement policier musclé de la classe ouvrière et de tout foyer potentiel de révolte dû à la misère grandissante.

Bien avant ses récentes actions spectaculaires de répression menées au grand jour, l'armée syrienne s'est déployée à juguler toutes tentatives de révolte des masses, syriennes ou palestiniennes. Dès 1964, une campagne armée de mise au pas des camps de réfugiés palestiniens fut menée contre les camps de Damas, Alep,

dont l'un d'entre eux sera littéralement réduit au mortier (Claude Palazzoli : "La Syrie, le rêve et la rupture", Le Sycomore, p.190, 1977). Les réfugiés réclamaient des droits et des moyens d'existence. A la même époque, Damas et Alep furent en état de siège afin de permettre à l'armée de les "nettoyer" de tous les éléments jugés subversifs.

En 1966, les chars de l'armée syrienne rentraient sans vergogne dans les souks d'Alep pour faire face à des mouvements de

révolte et des manifestations populaires réclamant plus de libertés politiques et de moyens d'existence. Durant la "guerre de six jours" en 1967, la bourgeoisie syrienne dirigera le gros de ses efforts vers la stabilisation intérieure et la sauvegarde du régime. Ainsi, les hauteurs du Golan, qualifiées quelque temps auparavant d'infranchissables par les experts militaires mondiaux, le furent aisément par l'armée israélienne qui semble-t-il - ce qui est fort probable - était de concert avec le régime syrien contre la non-intervention d'Israël pour déstabiliser le régime intérieur.

Lors du massacre des palestiniens de septembre 1970 par Hussein, Assad, ministre de la défense de l'époque, avait ordonné à l'armée syrienne la "neutralité" à la frontière jordanienne. Autrement dit, d'apporter le concours matériel à Hussein en gardant étanche la frontière entre les deux pays, empêchant ainsi toute possibilité pour les masses palestiniennes de fuir la boucherie en règle de l'armée de Hussein : l'étau se resserra.

Il est certain que par la même occasion, Assad a voulu éviter que la révolte gagne les camps de réfugiés palestiniens et les masses opprimées de Syrie. Nous notons aussi qu'au même moment, le Baath au pouvoir en Irak, avait adopté la même attitude, celle de masser son armée à la frontière jordanienne complétant ainsi l'encercllement des masses palestiniennes en Jordanie. Se dégageant de tout voile d'hypocrisie, l'armée du Baath perpètra en juin 1976 le massacre, liquidant physiquement tous les combattants palestiniens, libanais, syriens, etc., du camp de Tell-el-Zaatar à Beyrouth, mettant ainsi au grand jour la véritable nature du régime syrien et son alliance objective avec la droite la plus réactionnaire de la région : les phalangistes du Liban.

Aucun effort ne fut ménagé pour faire face au déploiement de forces des masses opprimées du Liban qui pouvait tout naturellement gagner leurs frères de classe en Syrie.

Tous les régimes de la région, oubliant leurs querelles ainsi que les impérialismes occidentaux et russe apportèrent leur concours matériel et financier au régime syrien lui permettant de maintenir ses troupes (30 000 hommes) au Liban afin de veiller sans faille au maintien de l'"ordre" capitaliste. Quatre ans plus tard, non sans mal, l'armée syrienne est toujours omniprésente tant au Liban que dans les villes syriennes. (Notons qu'en 1979, les dépenses militaires représentaient 25% du PNB - la part officiellement la plus importante du monde - et qui représentait 75% de hausse par rapport au budget de 78).

(suite p.17)

Camarade,

Nous nous félicitons de ta correspondance régulière avec nous. Nous sommes certains que dans ces conditions beaucoup de questions seront progressivement clarifiées.

Dans ta lettre du 27/11/80, suscitée par la réponse que nous avons donnée à ta première lettre (publiée dans *El Oumami* n°12), tu écris : "personnellement je ne place pas ou ne prends pas la lutte culturelle comme une fin en soi". Là-dessus nous sommes parfaitement d'accord et contrairement à ce que tu avais compris nous n'avons jamais insinué que tu plaçais la lutte culturelle comme une "fin en soi". Nous ne pouvons par conséquent qu'encourager ta participation dans le mouvement qui consiste à combattre la répression et les discriminations culturelles qui frappent le berbère et l'arabe populaire en Algérie dans cette perspective.

En effet, la bourgeoisie algérienne a opté depuis l'indépendance pour un "unanimité" culturel arabo-islamique non tant pour assurer les meilleures conditions pour un développement du marché national (étant donné que les langues d'usage dans la vie économique et sociale des larges masses travailleuses et des couches de la petite-bourgeoisie c'est-à-dire de l'écrasante majorité de la population algérienne sont précisément l'arabe populaire et le berbère), que pour des raisons idéologiques et de stabilité politique. Il s'agissait pour la bourgeoisie d'éviter que le développement des contradictions et des luttes de classes ne parvienne à mettre en cause "l'unité nationale" forgée sous la houlette du FLN durant la guerre de libération nationale.

Ceci dit, dans la question culturelle comme dans toutes les questions d'ailleurs, les communistes révolutionnaires se placent toujours du point de vue de la lutte des classes. Il va sans dire donc que la lutte contre la répression culturelle ne peut effectivement servir de levier pour la lutte de classe prolétarienne que si on mène justement cette lutte dans la perspective de l'unification des rangs des prolétaires et des masses exploitées par dessus toutes les barrières. Or la lutte pour l'égalité de toutes les langues, ce qui signifie concrètement la lutte contre les discriminations qui frappent les langues populaires à l'école et dans la vie administrative, est une condition pour l'unification des exploités.

Cette lutte doit être l'occasion pour nous d'affirmer la nécessité de l'entrée en scène des masses travailleuses dans la mesure où l'Etat bourgeois étouffe les langues populaires parce que ces dernières, même si elles ne peuvent pas en elles-mêmes véhiculer une conscience de classe

Marxisme et « culture prolétarienne »

et encore moins une conscience révolutionnaire, représentent le canal par lequel les masses expriment leurs douleurs, leurs problèmes et leurs aspirations, même si c'est de manière confuse. Pour plus de détails sur cette question nous t'invitons à lire l'article *Les communistes et la question culturelle* paru dans le numéro spécial d'*El Oumami* de mai 1980.

Nous sommes également parfaitement d'accord avec toi quand tu dis que "la culture bourgeoise actuellement mondialement dominante avec celle contre-révolutionnaire de l'Est ne sert qu'à escamoter les buts de la lutte et à cacher la réalité sociale et économique du dépossédé." Est-ce à dire que nous devons opter pour une "culture prolétarienne" comme cela ressort de ta lettre? Le marxisme a déjà répondu à la question par la négative. Dès 1909, Lénine s'est opposé à la thèse de Bogdanov soutenue par le groupe "Vpériod" suivant laquelle il fallait "créer et diffuser une nouvelle culture, une culture prolétarienne et développer une science prolétarienne". C'est cette thèse qui fut à la base des théorisations erronées du Proletkult, contre lesquelles se sont élevés les bolchéviks après la victoire de la révolution d'Octobre.

La thèse de Lénine est simple : "Nous ne connaissons actuellement qu'une science prolétarienne : le marxisme". L'usage de l'expression "culture prolétarienne" - pris dans ce sens précis - est à la rigueur acceptable. En effet, comme l'écrivait Lénine : "L'expérience et l'histoire moderne, et, en particulier celle de plus d'un demi-siècle de lutte révolutionnaire du prolétariat de tous les pays du monde, depuis la parution du Manifeste Communiste, prouve indiscutablement que la conception marxiste du monde est la seule expression juste des intérêts, des vues et de la culture du prolétariat révolutionnaire". (Oeuvres, T. 31, pp.327/328).

C'est la raison pour laquelle Lénine écrivait dans le même texte : "Dans la république soviétique des ouvriers et des paysans, tout l'enseignement tant dans le domaine de l'éducation politique en général que, plus spécialement dans celui de l'art, doit être pénétré de l'esprit de la lutte de classe du prolétariat pour la réalisation victorieuse des objectifs de sa dictature, c'est-à-dire pour le renversement de la bourgeoisie,

pour l'abolition des classes, pour la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme". (idem)

Certes, dans la mesure où toutes les classes dominantes ont eu respectivement à travers l'histoire chacune sa propre "culture", tu pourrais te demander pourquoi le prolétariat à son tour ne doit-il pas avoir sa "culture prolétarienne". C'est une question tout à fait légitime. Cependant, même si on se place du point de vue du marxisme, cela serait fort discutable. En effet, "le marxisme a acquis une importance historique en tant qu'idéologie du prolétariat révolutionnaire du fait que, loin de rejeter les plus grandes conquêtes de l'époque bourgeoise, il a - bien au contraire - assimilé et repensé tout ce qu'il y avait de précieux dans la pensée et la culture humaines plus de deux fois millénaire". (Lénine, idem)

Cela est d'autant plus vrai que le prolétariat est la dernière classe dans l'histoire et que sa lutte et sa révolution de classe déboucheront historiquement sur l'abolition de toute oppression de classe et sur le passage à une société sans classes. Dans ce sens, la culture qui jaillira de la lutte émancipatrice du prolétariat n'aura pas un caractère de classe. Elle ne sera donc pas une "culture prolétarienne" mais une culture humaine, la culture de l'espèce humaine enfin unifiée dans le communisme supérieur.

Mais ne pourrait-on pas envisager provisoirement, avant l'avènement de la société communiste sans classes, la création d'une "culture prolétarienne" qui serait la "culture" correspondante à la période de la dictature du prolétariat ? Du point de vue du matérialisme historique, la réponse à cette question doit être recherchée sous l'angle de la pratique révolutionnaire.

L'histoire nous enseigne que toutes les classes dominantes n'ont réussi à créer et à asseoir une véritable culture que dans un temps relativement considérable et que même la réalisation complète de cette culture n'a pu être atteinte que dans la période où ces classes dominantes ont commencé à décliner historiquement. Or, contrairement à tous les régimes politiques qui l'ont précédé, celui de la dictature du prolétariat connaîtra sans aucun doute la vie la plus brève,

(suite p.17)

(suite de la p.16)

étant donné l'unification du tissu social à l'échelle internationale qu'a procuré le développement des forces productives, de la technique, de la science et des communications à l'époque du capitalisme.

Par ailleurs, contrairement à la bourgeoisie par exemple, qui avant même de renverser le féodalisme et de prendre le pouvoir politique, comptait sur ses formidables réserves dans tous les domaines (commerce, argent, instruction, culture, etc), le prolétariat en tant que classe sans réserve ni propriété, pour prendre et conserver le pouvoir afin de transformer économiquement la société, n'a à compter que sur la force de sa lutte de classe, de son parti de classe et de ses organisations de classe.

Bien plus, la bourgeoisie a pris le pouvoir dans une société où le capitalisme a déjà commencé à se développer. La prise du pouvoir par la bourgeoisie et le renversement du régime féodal ou colonial n'était pas la condition pour l'introduction du capitalisme mais le moyen permettant à la bourgeoisie d'affermir la domination du capital et d'assurer sa domination totale et son développement à grande échelle sans aucune contrainte politique ou administrative.

Par contre, pour le prolétariat, la prise du pouvoir et le renversement de l'Etat bourgeois sont la première condition *sine qua non*, de la transformation de la société capitaliste dans un sens communiste pour la simple raison que le passage du féodalisme au capitalisme constituait

le passage de la propriété privée du type féodal à la propriété privée du type capitaliste (chose possible avant même la révolution politique, c'est-à-dire la prise du pouvoir par la bourgeoisie) alors que le passage du capitalisme au socialisme et au communisme signifie l'abolition de toute propriété privée car la propriété privée capitaliste est la dernière forme de propriété privée que connaîtra l'histoire dans la mesure où il s'agit d'une propriété privée qui s'est développée sur la base de l'exploitation d'un travail associé, d'un travail collectif.

Dans ces conditions, il est clair que la période de transition durant laquelle le prolétariat assurera à l'échelle internationale la transformation communiste de la société, période qui ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat, sera avant tout caractérisée par une cruelle lutte de classes où des guerres ouvertes en vue de contrer toutes les tentatives contre-révolutionnaires, consolider le pouvoir politique du prolétariat et étendre la révolution prolétarienne à l'échelle mondiale s'alterneront avec des périodes de "paix" relatives où il s'agira de souffler et de se préparer à de nouvelles batailles. Bref, la période de dictature du prolétariat sera une période où les destructions révolutionnaires dans les domaines politique, militaire, économique, social et culturel occuperont beaucoup plus de place que n'importe quelle activité constructive.

C'est seulement au fur et à mesure que la dictature prolétarienne s'étendra à l'échelle in-

ternationale et que les dangers contre-révolutionnaires de restauration capitaliste et donc les tâches politiques et militaires occuperont de moins en moins de place que le prolétariat se dirigera vers une ère où la transformation de la vie sociale et donc de toutes les activités humaines prendra la place des luttes de classes aigües et des guerres civiles.

Or, à ce moment précisément, lorsque des conditions favorables à la création culturelle se seront présentées, le prolétariat aura certainement atteint son but qui est l'abolition des classes et de la domination de classe, ce qui signifie que le prolétariat lui-même se dissoudra progressivement dans la communauté humaine et dans ces conditions, parler de "culture prolétarienne" n'aura aucun sens puisqu'il s'agira de la culture de l'espèce humaine tout court.

Pour conclure donc, la seule "culture" (nous n'aimons pas beaucoup employer ce terme pour les connotations intellectuelles petites-bourgeoises et inoffensives qu'il implique) utile à la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat n'est pas à créer. Elle existe déjà. Il s'agit du programme, des principes et des éléments de stratégie et de tactique révolutionnaires établis sur la base de la doctrine marxiste et de l'expérience séculaire du prolétariat international. A tous les révolutionnaires qui veulent se mettre au service de la lutte de classe prolétarienne et contribuer au renversement de la bourgeoisie, d'empoigner la solide arme du marxisme révolutionnaire.

(suite p.18)

(suite de la p.15)

AUSTÉRITÉ ET RÉPRESSION EN SYRIE

La liste est encore longue. Pour clore, citons la dernière en date de la répression organisée du pouvoir : la liquidation physique durant l'été 80 de plus de 300 détenus, pour la grande majorité politiques, après une simulation de fuite préparée par le régime à la prison de Palmyre réputée par ailleurs par l'extrême dureté des conditions de détention.

Le régime prétextant la lutte anti-terroriste mène une vaste campagne de "nettoyage" systématique de tout élément "douteux". Plus de 10 000 soldats appartenant à la fameuse brigade de défense (ces brigades ont pour unique tâche la défense du pouvoir) dirigée par le propre frère d'Assad, Rifâat, maintient à l'aide des méthodes et moyens de répression les plus sophistiqués dont elle dispose l'"ordre" et la "paix" à Alep, après les sanglants événements dus à des grèves locales, et par la suite nationales, qui ont ébranlé le pays en février et mars 1980. Le ratissage et les liquidations sommaires et arbitraires sont le lot quotidien de la population

alépine.

LES POSITIONS DE L' "OPPOSITION"

Le parti communiste syrien, stalinien de longue date et inféodé jusqu'à la moëlle à la Russie, contribue efficacement au renforcement de l'appareil du pouvoir. Il participe activement à la gestion de l'économie bourgeoise, notamment à la tête de trois ministères qui lui sont attribués dans la combinaison gouvernementale. Son programme est clair : la défense de l'économie nationale comme objectif primordial. La classe ouvrière est fortement invitée à y participer, particulièrement en s'attendant à augmenter son rendement et à resserrer la ceinture de l'austérité.

Commentant la politique du gouvernement de ces dernières années à laquelle il avait participé, le Comité Central du PCS déclare (en septembre 79) avoir "apprécié positivement les mesures progressistes déjà accom-

plées dans le domaine économique." Toutefois, en guise d'"amélioration de la gestion du secteur public" le PCS propose de mettre en pratique la loi sur les motivations pour la production, récompenser les ouvriers qui produisent beaucoup...

Quant à l'"Alliance de l'action communiste", stalinienne, elle appelle à la mobilisation autour du pouvoir pour faire face au péril réactionnaire que représentent les "frères musulmans". En critiquant néanmoins timidement le pouvoir, elle appelle en fait à plus de déploiement des forces de répression "pour faire face au danger de la droite" !

Comme dans tous les pays où la bourgeoisie resserre son étai sur la classe ouvrière et les masses exploitées, le prolétariat et les masses exploitées de Syrie n'ont à compter que sur leur lutte et leur organisation de classe et sur la solidarité de tous leurs frères de classe dans le monde.

(suite de la p.17)

Marxisme et «révolution culturelle»

L'expression de "révolution culturelle" que tu as utilisée également dans ta lettre pose un problème. S'il s'agit de dire que la révolution prolétarienne en transformant économiquement la société bouleversera aussi nécessairement toutes les sphères de la vie sociale et culturelle qui dépendent en dernière instance de la base économique, nous sommes parfaitement d'accord.

La révolution politique et sociale du prolétariat engendrera aussi une "révolution culturelle". On ne peut pas par exemple imaginer dans une société ayant aboli la propriété privée des moyens de production, la production marchande et le salariat, la perpétuation d'une culture ni même d'une mentalité bourgeoise, mercantiliste ou individualiste etc.

Or, dans ce cas, il ne s'agit pas d'une révolution culturelle à proprement parler, qui obéit à ses lois propres, détachée de la révolution sociale, mais tout au plus des conséquences de la révolution sociale communiste sur la sphère de la superstructure et de la culture.

Cependant, qu'on le veuille ou non, dans le contexte actuel, l'expression de "révolution culturelle" est généralement utilisée par référence à l'expérience chinoise. Or c'est là que cette expression renvoie à une conception de l'histoire totalement étrangère au marxisme révolutionnaire.

Dans les thèses sur la "révolution culturelle" le régime soi-disant "communiste" en Chine prétendait "réformer l'éducation, la littérature, l'art et toutes les autres branches de la superstructure qui ne correspondent pas à la base économique socialiste". Comment, sur une "base économique socialiste", c'est-à-dire qui ne connaîtrait plus ni classes sociales ni exploitation de classe, peuvent naître des comportements du type de ceux que la "révolution culturelle" chinoise prétendait vouloir abolir : individualisme des paysans à la campagne, corruption des cadres des entreprises urbaines, etc ? N'y a-t-il pas là une contradiction flagrante qui prouve tout simplement que la société

chinoise n'a jamais dépassé la production marchande capitaliste ?

En effet, la "révolution culturelle" chinoise n'était que la continuation des réformes bourgeoises lancées par le maoïsme depuis 1956 en vue d'assurer les meilleures conditions pour une accumulation capitaliste dans l'isolement où s'est trouvée la Chine après la crise et la rupture sino-soviétique : collectivisation accélérée, "refonte" de la pensée et du comportement des anciens capitalistes devenus directeurs des entreprises nationalisées, "grand bond en avant", communes populaires en vue d'organiser et de rentabiliser la production agricole, etc.

D'ailleurs, quand le *Quotidien du Peuple* du 7/9/66 commentait la "révolution culturelle", il ne cachait même pas ses buts purement bourgeois qui consistaient à accroître la production, améliorer la productivité et rentabiliser les investissements engagés; choses qu'on entend beaucoup aujourd'hui en Algérie: "Le mouvement pour la révolution culturelle prolétarienne et le mouvement pour la production socialiste sont en corrélation. La grande révolution culturelle prolétarienne tend à transformer en un sens révolutionnaire l'idéologie de l'homme afin que (entendez bien : afin que) l'on puisse obtenir de meilleurs résultats dans la production".

Le rôle dirigeant du parti communiste après la prise du pouvoir

Nous arrivons enfin à la dernière question que tu soulèves à propos de la nécessité et du rôle du parti communiste révolutionnaire après la prise du pouvoir par le prolétariat. A ton avis, à partir du moment où la bourgeoisie est renversée, "le parti en tant que dirigeant exclusif centralisateur n'a plus le droit d'être".

Eh bien, camarade, tu oublies que la lutte de classes, loin de s'estomper avec la prise du pouvoir par le prolétariat et le renversement de la bourgeoisie, elle prend au contraire un tournant décisif, celui de la guerre civile en vue de faire face aux menées contre-révolutionnaires des bourgeois et des exploités qui voudront prendre leur revanche et qui de toutes façons, n'accepteront jamais les mains croisées la déchéance de leur système et de leurs privilèges, et d'étendre internationalement la révolution prolétarienne car c'est là une condition primordiale et indispensable pour la réalisation finale du communisme.

Mais la lutte de classes qui est une lutte politique et dont l'organe politique indispensable est précisément le parti communiste révolutionnaire, ne s'arrête pas à la guerre civile. Le Parti est indispensable pour orienter, organiser et diriger les masses prolétariennes révolutionnaires dans la grande oeuvre de transformation économique et sociale de la société capitaliste, dans la bataille qui consiste à jeter les bases de l'organisation communiste de la production, de la distribution des richesses sociales et de toutes les autres sphères de l'activité humaine.

Cependant, la direction révolutionnaire des masses organisées pour transformer la société qui incombe exclusivement au parti communiste révolutionnaire, n'exclut pas, tout au contraire, la plus large participation des masses prolétariennes à la vie politique, dans les organes de l'Etat prolétarien, dans la bataille de défense militaire et politique de la révolution, dans

la bataille de transformation, de gestion et de réorganisation économique et sociale. Au contraire, la direction exclusive du parti communiste révolutionnaire exige tout cela.

Le parti ne dirige vraiment les masses prolétariennes dans la bataille qui consiste à réaliser point par point le programme du communisme révolutionnaire que s'il exprime dans sa politique et dans son action leurs besoins, leurs aspirations et leurs exigences qui sont les besoins et les exigences de la victoire de la révolution et de sa marche en avant dans tous les domaines.

Tu soulèves à la fin le problème de la dégénérescence de l'Etat et du Parti prolétariens qui se sont transformés dans l'exemple historique de la Russie soviétique, en agents du capitalisme d'Etat et par la suite de l'impérialisme russe. Nous savons que c'est là une question

(suite p.19)

Correspondance

(suite de la p.18)

qui préoccupe beaucoup de jeunes qui s'éveillent aux problèmes de l'émancipation révolutionnaire du prolétariat.

Pour répondre à ta question, il nous suffira de la renverser. Ce n'est pas l'exigence du parti communiste après la prise du pouvoir par le prolétariat qui est à l'origine de l'apparition et du développement d'une bureaucratie ou d'une technocratie qui s'est faite l'agent de la contre révolution stalinienne en Russie. C'est la base économique et sociale relativement arriérée de la Russie (en l'absence d'une révolution prolétarienne en Europe ou du moins en Allemagne) qui a poussé les bolchéviks à jeter les bases d'une industrie capitaliste dans les villes et à encourager la libre production et la libre circulation des produits agricoles à la campagne.

Or, cela a constitué un terrain fertile au développement des forces qui exprimaient le mécanisme de l'accumulation du capital et qui ont pris la forme d'une bureaucratie qui a dénaturé l'Etat russe et le parti bolchévik en les vidant de leur contenu prolétarien et socialiste et en massacrant la vieille garde bolchévique et tous ceux qui sont restés fidèles au programme du communisme révolutionnaire et aux principes de l'internationalisme prolétarien et ce, au nom de la construction du "socialisme dans un seul pays".

Ceci dit les facteurs historiques qui ont permis aux bureaucraties et aux nouveaux bourgeois de triompher en Russie ne résident pas tant dans la situation économique de la Russie soviétique que dans les rapports de forces et de classes à l'échelle internationale. Tirer de la tragédie du prolétariat russe et du prolétariat mondial des années 20 la leçon que le parti commu-

niste doit disparaître en tant que force dirigeante dès que le prolétariat prend le pouvoir, c'est un peu comme si un combattant, sous prétexte qu'une fois l'ennemi a réussi à s'emparer de son arme (que ce soit par la ruse de son ennemi ou par son manque de vigilance à lui), finit par dire : "je n'ai plus besoin de cette arme..."

Nous sommes conscients que cette question a une importance capitale pour le mouvement prolétarien et révolutionnaire international et mérite de plus amples développements. En attendant d'y consacrer des articles beaucoup plus didactiques, nous t'invitons à lire nos articles de presse à ce sujet qui sont parus dans notre bimensuel en langue française *Le Prolétaire* à l'occasion du 60ème anniversaire du deuxième congrès de l'Internationale Communiste.

Salutations Communistes
pour la rédaction

Pour une dynamique de lutte !

Décembre 80

A l'heure où le pays connaît une crise sans précédent, le pouvoir, par le biais des structures de l'information, tente de plonger la masse dans l'apolitisme le plus complet. A ce titre les arguments développés par l'Etat ne sont autres que la "franchise militante" et la conception particulière d'un certain centralisme démocratique. Dans ce contexte, généralement à toute force on oppose une force, cette réplique est à la base du mécontentement grandissant des masses opprimées. Ceci s'est traduit par des luttes, plus précisément par des prises de positions anarchiques, non réfléchies, non organisées, ou aucune convergence d'idées, de principes, de conception tactique n'est apparue et ce malgré la perspective d'une finalité identique (possibilité d'une alliance de classes).

A ce manque d'organisation et de coordination s'ajoute l'opportunisme des éléments à la solde du pouvoir. Malgré les étapes historiques franchies par les luttes populaires, ces dernières deviennent fluctuantes et les revendications formulées sont teintées d'un certain apolitisme (tactique conforme à l'étape ?). Malheureusement l'histoire a démontré que toute prise de conscience ne pouvait se faire que sur la base d'un certain nombre de principe puisés dans l'action, dans les réalités historiques et surtout au niveau des contradictions inhérentes au système établi.

Cette prise de conscience est en mesure de se concrétiser par le recours à l'agitation légale ou à défaut à l'agitation clandestine dont les règles sont fonction des moyens et buts à atteindre. A cet égard le combat contre l'apolitisme des luttes se définit comme étant une nécessité de l'heure qui permettra dans une première étape de libérer le mouvement de toutes contraintes visant à réduire son champ d'action. C'est dire l'exigence, voire la nécessité, d'un support politique à toute action prolétarienne.

Cette conception permettra, du moins je le pense, aux masses opprimées d'éviter le piège tendu par le pouvoir et qui n'est autre que celui de l'économisme. Se dégager d'une telle contrainte offrirait aux dirigés par opposition aux dirigeants d'accroître les contradictions sociales existantes. La lutte pour la conquête du pouvoir par le prolétariat doit être réfléchie en fonction des capacités réceptives et des possibilités d'action de ce dernier. Lutter contre l'apolitisme signifie procéder à une action de sensibilisation à grande échelle (en tenant compte des impératifs de l'heure et de l'action). Car chaque étape historique engendre des concepts qui mesurent toute une période écoulée.

Un lecteur d'Algérie

(suite p.20)

LECTEUR , ABONNE-TOI ,
ECRIS-NOUS , FAIS CONNAITRE
LA PRESSE DU PARTI AUTOUR
DE TOI !

(suite de la p.14) SALVADOR

ration de la dictature du prolétariat, qui devrait compter sur l'appui des larges masses révolutionnaires de la paysannerie et qui serait à son tour une étape de la révolution continentale américaine. Pour cela, le parti révolutionnaire de classe devrait préserver sa totale indépendance politique et organisationnelle vis-à-vis de toutes les forces bourgeoise et petites-bourgeoises, et combattre les efforts de la bourgeoisie réformatrice et de ses alliés petits-bourgeois pour canaliser la lutte des ouvriers et des paysans vers une réforme constitutionnelle de l'ordre bourgeois, ordre dont les structures sociales seront d'autant moins ébranlées que le mouvement des masses exploitées sera davantage subordonné à la direction de la bourgeoisie démocratique.

Une telle indépendance est même indispensable dans l'immédiat, en cas de victoire des forces démocratiques, pour obliger le régime bourgeois à tenir ses promesses politiques et sociales et pour arracher les libertés d'association, de presse, de grève pour le mouvement ouvrier et la paysannerie pauvre, en conquérant ainsi contre l'Etat capitaliste l'espace nécessaire pour le développement le plus large de la lutte de classes qui ne pourra manquer de se déchaîner au sein du "bloc d'opposition" actuel.

(suite de la p.19)

Camarade,

Nous nous félicitons de ta lettre (...) dans laquelle tu te prononces "pour une dynamique de lutte". (...) Nous t'invitons vivement à continuer à nous écrire pour nous faire part de tes impressions et réflexions et pour nourrir les colonnes de *El Oumami* par des informations, etc.

Ta lettre pose indéniablement une question d'une importance considérable dont la solution correcte permettra aux militants de la cause ouvrière d'intervenir plus efficacement sur le terrain et de lier leur intervention quotidienne à une perspective historique juste : celle de la prise du pouvoir par le prolétariat et de l'instauration de sa dictature sous la direction exclusive du Parti Communiste mondial reconstitué sur la base de la restauration intégrale des positions du marxisme révolutionnaire que nous défendons avec acharnement et en partant du bilan dynamique que notre parti a effectué après les ravages de la contre-révolution stalinienne qui a détruit l'Internationale Communiste de Lénine et a plongé le mouvement ouvrier international dans la politique de collaboration de classes, le social-pacifisme, le social-réformisme et le social-impérialisme.

En effet, la question du rapport existant entre la lutte de défense économique et la lutte politique générale doit être résolue en partant de la conception marxiste de la lutte de classes et d'une appréciation matérialiste du niveau général atteint par la lutte de classes dans un pays donné. Ce qui doit guider les communistes révolutionnaires dans toutes les situations c'est le développement de la lutte de classes dont le point culminant c'est bien évidemment l'insurrection armée par laquelle le prolétariat renverse la bourgeoisie et instaurera son Etat de classe. (Voir l'article "Parti révolutionnaire et luttes économiques" paru dans *El Oumami* n°9).

C'est de là que découle l'ensemble des tâches que se donnent les communistes révolutionnaires. Sur le plan économique, ils participent à la lutte et à l'organisation syndicales des larges masses travailleuses car c'est sur ce terrain que se rassemblent et s'entraînent les forces prolétariennes en vue de se préparer aux batailles révolutionnaires futures. Sur le plan politique, les communistes révolutionnaires avanceront toutes les revendications qui intéressent les masses et dont la satisfaction est susceptible d'assurer au mouvement ouvrier des possibilités de développement et d'organisation considérables. Tel est le cas aujourd'hui en Algérie des revendications à arracher à l'Etat bourgeois : droit de grè-

ve dans le secteur public, libérés d'expression, de réunion, d'association, de rassemblement et de manifestation. Sur le plan idéologique, les communistes révolutionnaires se consacreront à la diffusion du marxisme révolutionnaire au sein des ouvriers d'avant-garde et des jeunes combattifs.

Il va sans dire que la réalisation de toutes ces tâches, qui restent toutes impératives pour le parti communiste révolutionnaire, ne supposent pas les mêmes conditions. Les militants révolutionnaires qui veulent se mettre au service de la lutte prolétarienne doivent apprendre à allier le travail légal qui consiste par exemple à intervenir sur le plan syndical et parfois même idéologique dans les limites de la loi bourgeoise, le travail d'agitation semi-légal qui consiste à impulser la lutte et l'organisation autonome des masses notamment sur le plan immédiat (questions syndicales, questions des libertés...) et enfin le travail clandestin de liaison, d'organisation de noyaux indépendants que ce soit à l'intérieur ou en dehors de la périphérie des structures officielles (UGTA, UNJA...), de propagande idéologique et politique pour le programme communiste révolutionnaire, d'implantation et d'organisation du parti de classe international.

Pour revenir à la situation concrète qui prévaut actuellement en Algérie, il nous paraît indiscutable qu'il existe des conditions politiques favorables à une agitation semi-légale qui ferait la jonction entre les luttes économiques pour l'amélioration des conditions de travail et l'augmentation des salaires et le besoin urgent de la lutte pour arracher à la bourgeoisie les libertés politiques et syndicales indispensables au développement du mouvement ouvrier.

Cependant, il ne nous paraît pas réaliste de penser que la bourgeoisie oppose pour l'essentiel aux besoins et aux luttes des masses l'"apolitisme", ce qui ne signifie pas que nous n'avons pas toujours à oeuvrer, d'une manière ou d'une autre, pour que les couches travailleuses ayant une certaine méfiance à l'égard de la lutte politique en général arrivent par la propagande et par la pratique à surmonter ce blocage. D'ailleurs, même si on se limite à dire aujourd'hui que le principal danger pour le prolétariat c'est le trade-unionisme, celui-ci ne continuera pas moins de renfermer également un certain contenu bourgeois comme l'avait si bien expliqué Lénine dans *Que faire?*.

Lutte économique et lutte politique

En effet, dans la situation actuelle de l'Algérie, nous avons à accorder une très grande importance au développement des luttes et de l'organisation économiques de la classe ouvrière car c'est surtout lorsqu'elle se met en mouvement à vaste échelle que celle-ci se heurtera à l'appareil de l'Etat bourgeois et à l'appareil bureaucratique de l'UGTA. Cela est d'autant plus vrai qu'il s'agit d'un pays qui sera de plus en plus particulièrement éprouvé par la crise internationale du capitalisme et où la bourgeoisie s'avèrera de plus en plus incapable de lâcher la moindre concession économique ou sociale.

C'est d'ailleurs sur le terrain de cet antagonisme réel que la lutte pour imposer la liberté de mouvement et d'organisation devient pour la classe ouvrière un besoin aussi vital que l'oxygène qui lui est nécessaire pour respirer. L'exemple de la Pologne est à ce titre fort révélateur.

Tout cela est bien évidemment loin de diminuer nos tâches politiques et idéologiques. Nous n'avons qu'à penser à la lutte contre le nationalisme, la politique de collaboration de classes prônée par les révisionnistes, le renouveau des courants islamiques, la démocratie petite bourgeoise, etc. Au contraire, ce qui précède ne peut que nous pousser à mieux se consacrer à toutes nos tâches à la fois pour se préparer aux affrontements de demain qui ne manqueront pas de surgir à mesure que s'aiguissent les contradictions de classes et pour que le jour où la classe ouvrière se heurtera, en tant que classe, à l'Etat bourgeois, à ses organisations officielles et à ses agents du PAGES, nous ayons pu constituer un pôle d'orientation, de regroupement, d'organisation, de direction et de combat pour la seule issue qui mérité les sacrifices des masses : la révolution prolétarienne.

Salutations Communistes
pour la rédaction

PROGRAMME COMMUNISTE

n° 84-85

- LA POLOGNE CONFIRME : BESOIN DE L'ORGANISATION-BESOIN DU PARTI.
- LE PROCÈS DE BLIDA.
- LES PERSPECTIVES DE L'APRÈS-GUERRE.
- LES COMMUNISTES ET LES LUTTES OUVRIÈRES ("QUE FAIRE ?" HIER ET AUJOURD'HUI)
- TROTSKY, LA FRACTION DE GAUCHE DU PC D'ITALIE ET LES "MOTS D'ORDRE DÉMOCRATIQUES".
- L'EXTRÊME-GAUCHE "ANTI-STONISTE" ET LA QUESTION PALESTINIENNE.
- UN MYTHE USÉ : LE "SOCIALISME" DE L'EST.

الحرب العراقية - الايرانية

الى متى سياسة الحرياء ؟

ان تلك القوى السياسية التي تدين النظام العراقي اليوم، هي نفس القوى التي حرقت ليلته البخور وهللت وطبلت، طوال سنين، لصدوره "الثوري" في جبهة "الحمود والستردى" ومقاومته (!!!) للاميرالية. ان موقفها لن يستأج طمس مشاركتها الفعلية في تغطية الجرائم التي ارتكبتها هذا النظام في سحق انتفاضة الاكراد في الشمال ولا يمكن ان ينسينا توترها وسكونها عن ذبح المناضلين ومطاردتهم عندما كان هؤلاء يتولون مناصب وزارية في الحكم.

اليس هي نفس السياسة المتبعة في ايران اليوم؟ ألا يتم دعوة الجماهير المنتفضة في ايران للانتفاف حول القيادات الاسلامية تحت شعار الدفاع عن الوطن ضد الغزو العراقي والهجمة الاميرالية. لقد نسي "جماعة فدائي خلق ايران" (الاكثرية) الملاحقات والاضطهاد والاعدامات التي يرتكبها "حرس الخميني" ضد القيادات العمالية وفد العاطلين عن العمل والنساء، وحتى ضد مناضلي هذه المنظمة نفسها، هذا رغم العدوان الخارجي وضرورة الوحدة الوطنية التي يتشدق بها الخميني وعمليات الملى وخرسهم.

بقية ص ٢٤ - بلاغ الحزب

الجزائر. في الحين الذي تنتفخ فيه بطشون الطبقة الحاكمة ويزداد شرائها بشكل وقح منذ توليها السلطة بعد الاستقلال.

ان شراسة البرجوازية ضد المحكومين في بلديا، هو دليل على مدى خوف البرجوازية الجزائرية من انتشار المبادئ الماركسية ولا سيما في صفوف الجيش - الاداة الرئيسية للدفاع عن سيطرتها وامتيازاتها، ضد غصبة الجماهير - هذه المبادئ التي تنفخ كذبتها وادعائاتها حول ما يسمى "بالاشتراكية" الجزائرية، وتثير للمضطهدين والمستغلين طريق اعتناقهم وتحررهم. ولكن لا القمع ولا زيف البرجوازية يمكن ان يمنع تعمق الهوة الطبقة التي تنسج باستمرار في الجزائر كما في كل مكان، او ان يمنع الطبقة العاملة من التسلح بسلاح الماركسية لكي تنظم وتخوض على رأس الجماهير الفقيرة معركتها ضد الراسمالية.

اننا ندعوا كل الثوريين، وجميع المناضلين في سبيل قضية التحرر والاعتناق البروليتاري ان يناضلوا الى جانبنا لاطلاق سراح الرفاق المحكومين في بلديا، وتخليصهم من براثن اجهزة الامن العسكري.

اما من البرجوازيين الجزائريين ومن جلاذيتهم وكلاب شرليتهم، فاننا لا نلتصق منهم لا "اجراءات تسامح" ولا رافة. بل نؤكد في وجوههم ان عقابهم الذي سينالونه من الجماهير، سيكون على نفس القدر من الآلام والعذابات التي عانتها من تسلطهم وجورهم

الحزب الشيوعي
الاممي

كيف يمكن الدعوة الى دعم "الثورة الايرانية" بشكل عام دون التمييز بين جموع الجماهير العمالية والفلاحية والفقراء، وهسي التي أسقطت بانتفاضتها وعطاشها الرائج نظام الشاه، ولا تزال في الشارع تدفع نحو خوض المعركة حتى النهاية ضد كل اشكال الهيمنة البرجوازية والاميرالية، سواء من الغرب او الشرق، وبين القوى الدينية والليبرالية البرجوازية التي تسلمت قيادة الانتفاضة وتسلمت أجهزة السلطة من جيش وشرطة بالإضافة الى الحرس الاسلامي، لتوجهه من جديد لقمع نفس تلك الجماهير والاقليات القومية. ألا يعني هذا الموقف في الواقع العملي خيانة هذه الجماهير وانتفاضتها حتى ولو تستر بكل الالفاظ والعبارات الفارغة عن "وحدة القوى الوطنية" "والدفاع المقدس عن الوطن" ؟

لقد ومل القمع وتسلط عصابات الحرس الاسلامي واجهزة الجيش والبوليس في ايران الى حد لم يعد بإمكان حتى الليبراليين السكوت عنه، (مثلا حملة المعارضة والاحتجاج الستى يقودها بارزكان في البرلمان ضد التسلط الفردي وقمع الحريات)، طبعاً ليس من اجل ادنته ولكن من اجل الدعوة الى تنظيم هذا القمع ومركزة قوى السلطة والانتشاء من حالة الفوضى وتعدد مراكز القوى. وعندئذ فقط بدأت القوى التي تسمى نفسها "اشتراكية" و"ماركسية" من حزب ثودة مرورا بفدائيي خلق (الاكثرية) والمجاهدين الى كل القوى على الساحة العربية. التي شادت بدعم غير مشروط لسلطة الخميني، بدأت بخجل تتحدث عن اخطاء "بعض" رجال الدين "المتعصبين" وتسأف لعدم تحالف "السلطة الثورية في ايران" مع الصديق الحميم للشعوب الاتحاد السوفياتي كضمان لمواجهة قوية مع الاميرالية (كما هو الحال مثلا في العراق وسوريا!!) ومساندة الجماهير اي (تعزيز وتسليح الانظمة!!).

مما يشير السخرية والاشمئزاز اكثر هو هذا المصراخ والبكاء على "تبديد الجهد العربي" والدعوة الى تسخير جهود هذه الانظمة ضد الاميرالية والصهيونية!! فكيف يمكن التوفيق بين تسمية هذه الانظمة بالفاشية

نصوص الحزب الشيوعي الاممي

الموضوعات الاساسية
للحزب

دار البرنامج الشيوعي

الى قراء جريدتنا :

نرجو أن تساهموا بدعم وتوزيع هذه الجريدة وأن تبدوا لنا ملاحظاتكم وتزودونا بالأخبار عن حياة ونضال طريقتنا وتراسلونا على العنوان التالي :

20 rue Jean Bouton 75012 Paris

وبين مناداتها بمحاربة الاميرالية وعدم تبديد الجهود. ألم تدرك بعد ان تلك الجهود لم تبدل يوما" الا في مواجهة وخنق وتفجير جماهير المنطقة ومنعها من خوض نضال فعلي وجذري ضد "الاميرالية والصهيونية"؟ ألم تدرك بعد ان هذه الجهود لا يتم تبديدها وانما توضع في موقعها الموضوعي في منع عمال المدن والمجمعات الصناعية والفقراء في اكواخ المدن والقرى، أن كان في ايران من اجل اخمد الانتفاضة واعادة الاستقرار والامن أو في العراق ومجمل دول المنطقة لمنع العدوى من الانتشار ومنع هذا البركان الهائل من الانفجار والاشتعال تحت ستار حالة الطوارئ العسكرية وحالة الحرب.

لا بد من البرنامج الشيوعي!

انطلاقا من كل ذلك، ما هو موقف الشيوعيين من هذه الحرب ؟ ان الطابع الرجعي لهذه الحرب لا يقتصر على التمدد بالقمع والمجازر ومطاردة المناضلين الشرفاء، وقمع كافة الحريات (وهنا لا بد ان نعبر عن تضامنا مع المناضلين الذين يذبحهم اليوم نظام البعث في العراق وكردستان، مهما كان انتهاكهم السياسي ورغم ادراكنا الغاضب والمؤلم ان معظم هؤلاء قد سلموا لأجهزة أمن البعث عسير سنوات طويلة من تعاون ومشاركة ما يسمى "الحزب الشيوعي العراقي" ومنظمات الجبهة الوطنية في الحكم). وانما يكمن هذا الطابع الرجعي ايضا في اندراج هذه الحرب في سياسة الدفاع عن مصالح هذه البرجوازية القومية وارتباطها بالدفاع عن استمرار عملية النهب والهيمنة الاميرالية بكافة اطرافها، شرقا وغربا.

ان الموقف الشيوعي الثوري من الحرب التي تشنها البرجوازية ودولها، لا يقتصر على فضح وادانة الاهوال التي يتحملها المستغلون وانما يقوم على كشف وتعرية الطابع الطبقي للحرب وتعميق ودفع الازمة الاجتماعية والاستفادة من الخلل الذي يصيب المجتمع بجميع طبقاته وخاصة النخبة التي تتعاقد بين صفوف من يغدون لحما للمدافع، ويفرض عليهم بالإضافة الى بؤسهم اقصى حالات التشرذم والخضوع والقمع خدمة لامن الجبهة الداخلية - وتعبئة الجهود من اجل المعركة! - وتعبئة الجيوب ايضا (اعلن صدام حسين مثلا عن تخصيص عدة مليارات لتلبية الاحتياجات العسكرية والاقتصادية للبلاد). ان الشيوعيين يناضلون باتجاه توحيد نضال ومقاومة الجماهير المسحوقة من جميع القوميات، يتجاوز كل الحواجز القومية الشوفينية التي تغذيها البرجوازية بين صفوف المستغلين، لتوجيه السلاح في كلي المعسكرين ضد الطبقات السائدة ودولها القومية وتحويل الحرب الى حرب اهلية لاسقاط سلطة تلك الطبقات كشرط لا بد منه للتخلص من جميع اشكال البؤس والحروب.

لن توقف محاكمة بليدا المد المتصاعد للماركسية الثورية

اعلى احد كبار ممثلي السلطة في الجزائر منذ عدة اسابيع، على اطلاق سراح من بلا، لا يوجد معتقلين سياسيين في الجزائر.

ولكننا نتساءل هل يعتبر الشبهات العسكرية الذين حكموا في بليدا بتهمة "النأمر على امن الدولة" والتحصير "لانقلاب" من عداد المعتقلين السياسيين ام لا ؟ .
لحسن الحظ ان العمال قد اعتادوا كثيرا سماع تمريرات الدجل والتزييف التي يطلقها سياسيو البرجوازية، حتى اصبح من الغباء التام اليوم الثقة بكلامهم وعودهم فالقمع والارهاب البرجوازيين المسلط يوميا على الجماهير الفقيرة والمستغلة، ليس بلامكان اخفائه او طمسه في محاولة لمسحه من اذهان الجماهير، ببعض الاجراءات مثل اطلاق سراح بن بلا .

ان ادعاء البرجوازية الكاذب، بعدم وجود معتقلين سياسيين في الجزائر، يتوافق تماما مع سلسلة طويلة من الاكاذيب والدجل: فلا وجود للطبقات في المجتمع الجزائري وبالنسبة ليس هناك صراع طبقي... وليست الدولة الجزائرية دولة برجوازية، وانما هي دولة "كل الشعب" .. والجيش الجزائري ليس كجميع الجيوش البرجوازية، وانما هو جيش "الشعب" وفي خدمة الجماهير الخ الخ...
ليست البرجوازيون في كتبهم، ولكن الحقيقة المرة والقاسية وحالة اليأس التي تعيشها جماهير الشغيلة وعاهات التخلّف الاقتصادي والسياسي في الجزائر، تؤكد ان المجتمع الجزائري، كأي مجتمع برجوازي، يمرّقه التناقض والتناحر المتصاعد بين حفنة من المستثمرين البرجوازيين وجموع غفيرة من المستغلين المسحوقين .

كيف يمكن ان يكون مجتمع كهذا بعيدا عن الصراع الطبقي؟ وخاصة عندما تعلن البرجوازية الجزائرية من خلال نشرات وزارة العمل، عن ٣٣٢ اضراب عمالي من ضمنها ١٢٩ اضراب في القطاع المسمى "اشرافي" وذلك خلال سنة ١٩٧٧ وحدها، ليس هذا اعتراف غير مباشر لمواجهتها نضالا طبقيًا عماليًا يتصاعد اكثر فاكث ؟ .

كتب لينين عام ١٨٩٩: "ان الاضرابات التي تولدها طبيعة المجتمع الرأسمالي نغمة تبشر ببداية الصراع التي نخوضه الطبقة العاملة ضد هذا الشكل من تنظيم المجتمع" .

ان الصراع بين الطبقات لا يمكن ان يوجد دون ممارسة العنف الاجتماعي. فقد ياخذ هذا العنف اشكالا متعددة حسب الظروف، فاحيانا يكون عبر القمع المباشر، عبر التهريب والتخويف، كذلك يمكن ان يكون عنيفا دمويا او اقل حدة وبطشاه. ولكنه في جميع الاحوال لا يمكن ابدا ان ينتهي طالما بقي هناك طبقات وتناقض بين الطبقات واستغلال طبقي. لهذا لا يمكن فصل العنف البرجوازي عن هيمنة البرجوازية . ولهذا السبب تقوم بانشاء اجهزة خاصة لممارسة هذا العنف، كالجيش والشرطة والامن العسكري والمحاكم

والسجون، هذا عدا العصابات والمنظمات شبه العسكرية والميليشيات كالاخوان المسلمين مثلا .

لكن الطبقة العاملة من جهةها لا تمارس صراعها الطبقي فقط، عبر الاضرابات والتضامات الاقتصادية. بل انها تملك ايضا تاريخها وتقاليد النضالية منذ ولادتها مع الثورة الصناعية. هذا التاريخ الذي يمتد عبر اكثر من قرن من النضالات والتضحيات، والذي يحمل في طياته انتصارات بطولية قليلة، وهزائم متعددة اليمه، والتي ينبغي تقييمها واستخلاص دروسها كشرط اساسي لمعارك وانتصارات المستقبل.

لقد نشأت وتطورت النظرية الماركسية كسلاح ايدولوجي وسياسي للحركة العمالية عبر احتكاكها ومعايشتها المباشرة لأولى المعارك والنضالات التاريخية للطبقة العاملة. وجاءت لتقدم الخلاصات البرنامجية والاستراتيجية والتكتيكية، لتكون مرشدا وسلاحا للطبقة الشغيلة والمناضحين في سبيل التحطيم الكامل والخلاص النهائي من النظام الوحشي للرأسمالية .

فالبرجوازية تدرك تماما اهمية النضال ايدولوجي كمؤشر للنضال الطبقي. حتى لو تمثل حاليا بقوى تحاول رغم ضعفها اليوم، ان تربط هذا النضال بشكل دائم ومثابر بنضالات وتنظيم الطبقة العاملة. لذلك فانها تحاول ان تضربه وتعيقه حينما لا تتمكن من خنقه في المهد.

ولكي تتمكن البرجوازية من خوض هذا الصراع، باكثر قدر ممكن من القوة والفعالية فانها تحضر وتغزّز اجهزتها القمعية، وتضع ترسانة كاملة من القوانين والمحاكم لفرض هيمنتها. فلم تعد تكتفي البرجوازية اليوم، بالخدمات التي يقدمها لها اليوم في المجال الاقتصادي، الجهاز البيروقراطي للاتحاد العام للعمال الجزائريين (UGTA) . هذا بالاضافة الى اجهزة التعاون الطبقي لما يسمى بالادارة الاشتراكية للمؤسسات (GSE) بهدف منع العمال من التحرك والنضال، ملجأ الى القوانين لحظر اي اضراب في القطاع العام. فان قانون الجنايات المعمول به حاليا، لا يغرق بشيء بين الاضراب واي جريمة عادية. فالمادة رقم ١٧١ من هذا القانون تنص على ما يلي:

"يعاقب بالسجن من شهر الى سنتين وبغرامة مالية تتراوح بين ٢٠٠ و ٥٠٠ ألف دينار، او باحدى هاتين العقوبتين فقط، كل من يدفع او يساعد، او يحرض، او يحاول ان يدعو، عن طريق العنف او التهديد او الداسيس، الى التوقف عن العمل بهدف الارغام على زيادة الاجور او تخفيضها، او بما يمس الممارسة الحرة للصناعة وما يتعلق بتنظيم العمل. وفي حال ممارسة العنف عن عمد وتخطيط، فانه يمكن ازالة عقوبة الإقامة الجبرية على المذنبين خلال سنتين على الاقل وخمسة سنوات على الاكثر."

لقد ادت طبيعة الهيمنة السياسية للبرجوازية الجزائرية، الى ان يكون للحزب

الحاكم وحده (حزب جبهة التحرير) حرية العمل السياسي العلني . اما حزب التقدم والاشتراكية (PAGES) الستاليني الاصلاحى، فيكتفي اليوم بنشاط شبه علني لا يزعج البرجوازية طالما يقوم بخدمتها. فاذا استثنينا اذن منظمات الستالينيين "والاخوان المسلمين" والبعثيين المنخرطين بمجملهم بشكل او آخر بلعبة البرجوازية، او حتى في جهاز الدولة نفسها نجد ان الدولة البرجوازية سرعان ما تقمع كل محاولة للتحرك والتنظيم المستقل.

ان محاكمة بليدا هي دون شك، ضربة موجبة الى حزبنا، لكنها يجب ايضا ان تكون قضية كل مناضل يكافح من اجل القضية العمالية، بالمساهمة في توعية وتحذير اخوانه الطبقيين الخاضعين للقمع والتفليل ايدولوجي والسياسي للبرجوازية، التي تستخدم في معركتها نفس الاسلحة النفسية الموروثة عن اجهزة المخابرات والقمع الاستعماري .

ان هيمنة البرجوازيين لن تدوم بالقدر الذي يتصورون. لكن استمرار الوضع القائم لن يكون بالشاكد الا لمصلحتهم، لذلك سيعملون عبر دولتهم واجهزتهم لمقاومة كل فكرة ونشاط يسعى لتقريب اجلهم والاطاحة بهم ومهما كانت شراسة ووحشية البرجوازية الجزائرية ضد القوى الماركسية، فانها لن تتمكن من منع الافكار والمبادئ الماركسية الثورية من الانتشار وكسب عقول وقلوب المناضلين المخلصين والشرفاء، والذين يكافحون للخلاص من هذا العالم الطافح باليأس والدجل. وايضا فان القمع النقابي، لن يتمكن من منع الاضرابات من الانتشار، وايضا من منع العمال من تنظيم صفوفهم والتكتاف في نضالهم ضد الاستغلال الاقتصادي. كذلك لن يتمكن القمع ايدولوجي والسياسي من منع انتشار الماركسية الثورية ومن ترسيخ وتعزيز قوة الحزب الثوري للطبقة العاملة، الوحيد القادر على تحقيق وحدة اهداف وارادة ونضال الطبقة العاملة لانه سلاحها الذي لا بد منه لتحطيم دولة البرجوازية واقامة ديكتاتوريتها الطبقيّة، من اجل تحويل المجتمع، بالنضال مع بيروليتارياسا العالم اجمع، في اتجاه تحقيق الشيوعية .

ما يتميز به حزبنا

ان حزبنا يتميز بالمواقف التالية :

- * المطالبة بالخط الذي ينطلق من ماركس الى لينين، ثم الى تأسيس الأممية الشيوعية، والحزب الشيوعي في ايطاليا (ليغورنو ١٩٢١)
- * نضال اليسار الشيوعي ضد انحطاط الأممية وضد نظرية الاشتراكية في بلد واحد وضد الثورة المضادة الستالينية .
- * رفض الجبهات الشعبية وكتل المقاومة .
- * الاضطلاع بالمهمة الصعبة التي تقوم على ترميم المنهج والتنظيم الثوريين بالملة مع الطبقة العاملة وضد السياسة الشخصية والانتخابية .

الموقف الشيوعي الاممي والمواقف الثوفينية

دخلت الحرب العراقية - الايرانية ، بعد اكثر من اربعة اشهر على اندلاعها ، مرحلة من الاستنزاف العسكري على جبهات القتال يترافق مع تصاعد اكثر فأكثر لحدة الصراع الاجتماعي ونقمة الجماهير على صعيد كسلا الجبهتين الداخليتين . فبعد حملة اعلامية مسعورة حول هذه الحرب ، كان الهدف منها اساسا ، تقديم غطاء لتكثيف وتعزيز الحشود العسكرية من اساطيل وقواعد حربية في قلب المنطقة وحولها ، من قبل كافة القوى الامبريالية والدول التي تدور في فلكها ، نجد اليوم انه قد ساد شبه تفاهم من جميع الاطراف المعنية محليا ودوليا لطمس ما يجري ، خاصة على صعيد الاحوال التي تسببها هذه الحرب من بؤس وتشريد

بقية ص ٢٤ - اطلقوا سراح بن خلاط ورفاقه !

ان شراسة حملة القمع التي شنتها البرجوازية في صفوف العسكريين في كلسية تشرشل ، هي دليل على خوف السلطة من اي تحريض شيوعي ثوري ، ولا سيما في صفوف الجيش . فقد تم اعتقال وتعذيب بعض العناصر لمجرد تعاطفهم مع رفاقنا ، وقد قضى ثلاثة تلامذة ضباط سنتين في السجن قبل ان يطلق سراحهم لعدم توفر الادلة . ومن ناحية اخرى ، فلقد تم اعتقال وتعذيب عدة افراد عسكريين خلال عشرين يوما لمجرد اقتراحهم " جريسة " قراءة بعض منشورات الحزب . تلك هي حساسية البرجوازية اتجاه " كل ما يمس الجيش " ، وهذه الحساسية التي تحاول المحف ان تعطيها عدرا لجرائم وشراسة السلطة .

ان سبب ازدياد خوف البرجوازية من تسرب الافكار الماركسية في السلك العسكري هو انه لا يوجد اي ضابط بين هؤلاء الافراد العسكريين قد التحق بالجيش بشكل طوعي وارادي ، فجميعهم كانوا في " مدرسة اشبال الشيورة " التي انشأتها جبهة التحرير بعد الاستقلال ، على الحدود الجزائرية التونسية لـ "بناء الشهداء والمجاهدين ، ومعاقبة الحسبة " . فمئذ طفولتهم كان هؤلاء الشباب يخضعون الى اعداد عسكري بكل ما يعني ذلك من اخضاعهم لحياة الشكبات والجندي والاستبداد العسكري . ومن ثم كان يتم توجيههم لكي يصبحوا ضابطة في الجيش . ومن البديهي ان نستخلص ، ويدون صعوبة ان دوافع الثورة عند هؤلاء الشباب العسكريين الذين حكم عليهم ان يصبحوا عسكريين مدى الحياة رغما عن ارادتهم ودون ان يقوموا باي التزام طوعي للالتحاق بالجيش .

ان الشغيلة والشباب الذين يدركون خطر التجنيد العسكري البرجوازي المعادي للثورة ، وكل الذين يعرفون ما هو الدور الفعلي الذي قام به الجيش الجزائري اثناء الهزة الارضية في الاصنام ، حين طوق المنطقة والجماهير المنكوبة ، ليس لمساعدتها وانما لمنع تحول غلبة الجماهير وحقدتها الى انتفاضة ضد

ودمار ، تدفع الجماهير الفقيرة في كلي البلدين من دمها شائحها وتبعاتها .

لقد بينا في العدد السابق من هذه المجلة المضمون البرجوازي الرجعي لهذه الحرب ، اكان من الجانب العراقي او الايراني . واكدنا ان دوافعها الفعلية هي تناحر وتنافس المصالح البرجوازية للطبقات السائدة في كلي البلدين من جهة ، ومن جهة اخرى لقمع الحركة الاجتماعية التي اخذت مع اسقاط الشاه تهدد بنفس المنظمة الشعب والقمع البوليسي ، والتخلص من الشعب الامبريالي لجماهير وشروات هذه المنطقة الحيوية من العالم . وبالفعل فقد اعلن كلا النظامان في العراق وايران حرصهما على تأمين وضمان حرية الملاحة في الخليج (اي تدفق النفط)

مستغلبها البرجوازيين ودولتهم .

ان كل الذين يعانون من القمع البوليسي والارهاب البرجوازي ، كل هؤلاء ، سيجدون في المعركة والنضال الذي نخوضه لتجديد وتعبئة اكبر عدد ممكن من الشغيلة والشباب المناضل على ارضية الصراع الطبقي الصارم ، وغير المهادن ، سيجدون معركتهم ايضا لاطلاق سراح رفاقنا المعتقلين في سجون البرجوازية ، او على الاقل الى حين التوصل الى ذلك ، ففرض شروط اعتقال اقل وحشية . كنقلهم الى سجن مدني والسماح بالزيارات دون اية حواجز امام عائلاتهم واصدقائهم ، وحقوقهم في المطالعة وامكانية تزويدهم بكل ما يحتاجونه من حوائج الخ . . .

ان النضال الذي نخوضه من اجل اطلاق سراح رفاقنا ، ليست مسألة تعصب تنظيمي ، فان اعتقال ومحاكمة رفاقنا ليس الا حلقة من سلسلة القمع البرجوازي الذي تعاني منه جماهير الشغيلة في الجزائر . من هنا فان هذا النضال هو جزء لا يتفصل عن كل الجهود والتعبئة التي نبذلها من اجل التحضير الى عملية التمرد والمواجهة الطبقية لكافة اشكال القمع البرجوازي .

ان الشغيلة ، والشباب المناضل ، الذين يدركون اهمية مواجهة القمع البرجوازي ، والنضال من اجل انتزاع الحريات السياسية والنقابية ، كوسائل اساسية لا بد منها لتطور وتعزيز حركة الطبقة العاملة في الجزائر عليهم ان يضعوا على رأس مطالبهم مطلب اطلاق سراح جميع المعتقلين السياسيين دون شروط ، وعودة جميع اللاجئين السياسيين بدون استثناء .

ليسقط القمع والارهاب البرجوازي
لنضال لاطلاق سراح جميع المعتقلين في
سجون واقية البرجوازية .
اطلقوا سراح بن خلاط ورفاقه .
حرية العودة لجميع اللاجئين السياسيين .
حرية التعبير ، والنشر والاجتماع والتنظيم
النقابي والسياسي .

والاستقرار في المنطقة ، اي اخضاع فجر الحركة الاجتماعية ، تطمينا للرسمالية العالمية في الشرق والغرب ، ان الصراع الدائر محليا ليس بمس مصلحتها الحيوية الاقتصادية والاستراتيجية . لقد اكدت الماركسية دوما ، ان الحروب التي يولدها تعارض وتناحر مصالح الطبقات الرأسمالية ، تدور رحاها اساسا بدما العمال والفلاحين والجماهير المسحوقة ، وعلى حساب زيادة فقرهم وبؤسهم . وانها شكلت دوما فرصة شميئة لجميع الضواري الامبرياليين لتحقيق الصفقات المربحة مع الاطراف المعنية المتحاربة . فالى جانب صفقات السلاح والقواعد العسكرية وما ينترش عليها من ربط متزايد لدول المنطقة بالخطط الامنية والعسكرية للدول الامبريالية (توجد في المنطقة أعلى نسبة من الحشود العسكرية من اساطيل وقواعد عسكرية وسلاح في العالم !) ، تتكالب الشركات من جميع الجنسيات على انجاز صفقات خيالية لاعادة انشاء الموانئ الصناعية والبتروولية والموانئ التي دمرتها الحرب في كلي البلدين . فليست الامبريالية وحدها وشركاؤها هي المستفيدة الوحيدة من هذه الحرب ومن استمرارها . فالحروب مجال واسع لتنشيط الاعمال ، والرح مقدس ، حتى ولو جيل بالدماء التي تخطل اليوم بالنفط ورمال الصحراء ، وانما هي ايضا مناسبة لتنظيف الجبهة الداخلية ولتدعيم وتعزيز الانظمة والطبقات المسيطرة ، التي تخوضها .

لا شك ان محرى المعارك وتحول الحرب الى حرب استنزاف طويلة ، من الصعب الآن التكهّن بانتهاؤها في الامد القريب ، قد جاءت لتقلب كل حسابات النظام العراقي عند بدى عملياته العسكرية . فالسلطة في ايران لم تسقط ، كما كان يتوقع ، مع الصدمة الاولى ، في ايدي من كان يراهن عليهم من جماعة بختييار والجنرال المولوية للشاه . وها هو الآن يجسد نفسه في وضع لا يحسد عليه ، خاصة ان الجبهة الداخلية لا تدعو ابدا الى الاطمئنان رغم تجنيد كل قوى النظام من عسكرية وشبه عسكرية لفرض وتطبيق حالة الطوارئ ومنع الحركة الاجتماعية من الاستفادة من الوضع وتمعيد نضالاتها . كما ان السلطة في ايران ، بطرفها الديني واليساري لم تتوصل حتى الآن الى مركزه سلطتها وخاصة العسكرية لوضع حد لما يسمى " بحالة الفوضى " ، اي كما نفهم نحن " استمرار نزول الجماهير الى الشارع وتمميمها على الاستمرار بانتفاضتها " وعدم الاكتفاء بالتغيير الشكلي في هرم السلطة .

تابع ص ٢١

ساندوا
صحافة الحزب الأُممية
تبرعوا ! ! اشتركوا !



الأممي

l'internationaliste - el-oumami

الأممي

الشيوعي

الحزب

لسان

الأممي عدد ١٤ - فيفري - مارس ١٩٨١ .

النم : فرنسا 3 فرنكات - المغرب 2 درهم - الجزائر 2 دينار - تونس 200 بليم

اطلقوا سراح بن خلاط ورفاقه !

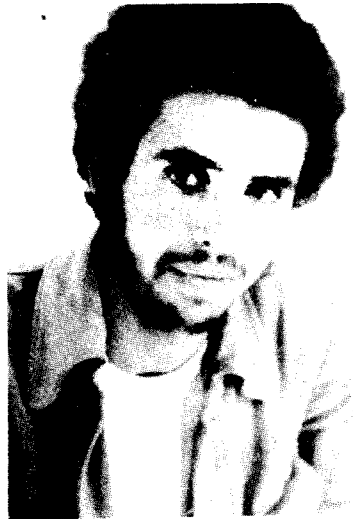
بلاغ الحزب حول محاكمة بليدا

قدم خمسة رفاق مناضلين، وعناصر اتصال بتنظيم حزبنا، الى محاكمة شكلية وهزلية أصدرت ضدهم احكاما تتراوح بين ثلاثة وعشر سنوات، بعد ان تم انتزاع جميع الاعترافات منهم تحت التعذيب اثناء الاعتقال .

الرفاق المعتقلون هم : محمد بن سعادة رباح بن خلاط، عبد المالك قندور، سيدي علي عكاش، ومحمد نعمان .

اننا نحیی هؤلاء الشباب الثوريين الذين لم يترددوا رغم الاعتقال السري السدي دام سنتين، في اقبية اجهزة الامن العسكري الجزائري، عن الاعلان بشجاعة عن افكارهم بوجه الذين كانوا يحضرون ويهيئون لادانتهم .

ان هذه المحاكمة ليست سوى حلقة جديدة من مسلسل القمع اليومي الذي يتسلط على الطبقة العاملة والجماهير الفقيرة في تابع ص ٢٠



الفوضى وعدم الاستقرار قد تسمح للجماهير والعناصر العسكرية من الاستفادة من هكذا وضع، من اجل تشييط وتكثيف الدعاية والتحريض السياسيين .

وتحذر الاشارة، الى ان هذه الاعتقالات التي جرت في كلية تشرشل العسكرية لم تكن صعبة، اذ ان رفيقنا رباح بن خلاط كان حينها قد اصح "مكشوفاً" امام اجهزة الامن العسكري نتيجة لاعتقاله مسبقاً في شهر يوليو (تموز) ١٩٧٦ . ولكن لا بد من التذكير بالدور الذي يلعبه الاخوان المسلمون، الذين يتمتعون بنفوذ قوي في الكلية، في تعاونهم الكليسي ودعمهم التام لاجهزة الامن العسكري، على كشف وادانة جميع العناصر التي تتعارض مبادئهم وافكارهم مع الاخوان .

تابع ص ٢٣

اصدرت المحكمة العسكرية في بليدا يوم ٢٧ ديسمبر (١٦) ١٩٨٠، وبعد اكثر من سنتين من الاعتقال السري في اقبية الامن العسكري الجزائري، احكاما بالسجن تتراوح بين ثلاثة وعشرة سنوات على خمسة رفاق مناضلين وعناصر اتصال بفرع حزبنا في الجزائر . وقد وجهت الى رفاقنا تهمة "التآمر على امن الدولة" والتحصير " لانقلاب" خلال المحاكمة الشكلية التي جرى البت بها خلال يوم واحد فقط، هذا مع العلم ان دوافع الاعتقال كانت تهمة الاتصال وانشاء خلية للحزب الشيوعي الاممي .

ففي غياب اي دليل على تهمة " التآمر" و"الانقلاب" المزعومين لم يمنع قضاة البرجوازية من ازالة وتوجيه احكام شديدة وحاقدة . تمثلت بالاحكام التالية :

- محمد بن سعادة حكم عليه غيابيا بالسجن عشر سنوات .

- رباح بن خلاط، حكم عليه بالسجن ست سنوات - عبد المالك قندور حكم عليه بالسجن ست سنوات .

- سيدي علي عكاش، حكم عليه بالسجن خمس سنوات .

- محمد نعمان، حكم عليه بالسجن ثلاثة سنوات، وليست هذه الشراسة الا دليلا على مدى الخوف الذي يصيب البرجوازية امام شعب اي نشاط شيوعي، حتى ولو تمثل هذا النشاط حاليا، ببضعة اموات قليلة تدافع بصرامة وحزم عن الماركسية الثورية .

لقد اعتقلت اجهزة الامن العسكري رفاقنا في نوفمبر (٣) ١٩٧٨، في الفترة التي اشتد فيها مرض يومدين، حينها تضاعفت خشية البرجوازية الجزائرية ان تؤدي حالة الخلل والمراعات في هرم السلطة - كنتيجة حتمية للمراع على الخلافة - الى حالة عامسة من

في هذا العدد

* بالعربية :

- لن توقف محاكمة بليدا المد المتصاعد للماركسية الثورية
- الحرب العراقية - الايرانية : الموقف الشيوعي الاممي والمواقف الشوفينية .

* بالفرنسية :

- أوضاع الجماهير في الجزائر .
- ما بعد اطلاق سراح بن خلاط .
- الصراع الاجتماعي في المغرب وأفاق العمل الثوري .

- قضايا نظرية : رد على رسالة حول "الثقافة البروليتارية" و"الثورة الثقافية" وضرورة الحزب الثوري بعد الاستيلاء على السلطة .

- الهجرة : تضال العمال في سان ديني .
- سوريا : القمع والتشقيق والهجرة .
- السلفادور ...